

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix –Travail – Patrie

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEURE

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

ECOLE NORMALE SUPERIEURE
D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
D'EBOWA

DEPARTEMENT DE L'INNOVATION,
DES TECHNIQUES COMMERCIALES
ET DE L'INDUSTRIALISATION



ECOLE NORMALE SUPERIEURE
D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE D'EBOWA

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace –Work –Fatherland

MINISTRY OF HIGHER EDUCATION

UNIVERSITY OF YAOUNDE I

HIGHER TECHNICAL TEACHER'S
TRAINING COLLEGE OF EBOWA

DEPARTMENT OF INNOVATION,
COMMERCIAL TECHNIQUES AND
INDUSTRIALIZATION

MEMOIRE DE FIN D'ETUDE

FINANCEMENT PAR LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU CAMEROUN

Présenté et soutenu en vue de l'obtention du DIPET II

Option : ECONOMIE

Par :

TCHEUNA BIAKE MAURIME

Matricule 19W1119

Sous la direction du :

Pr ZAMO AKONO Christian

Maitre de conférences



Année académique 2020/2021

SOMMAIRE

DEDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES ABREVIATIONS	vi
RESUME	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION	1
PARTIE I : CADRE THEORIQUE, ETAT DES LIEUX DE LA DETTE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE	11
CHAPITRE I: CADRE THÉORIQUE DE LA DETTE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE	12
SECTION I : CLARIFICATION DES CONCEPTS DE LA DETTE ET LA CROISSANCE	12
SECTION II : REVUE THEORIQUE ET EMPIRIQUE	21
II-1.REVUE THEORIQUE	21
II.2 REVUE EMPIRIQUE	26
CHAPITRE II ETAT DES LIEUX DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU CAMEROUN	32
SECTION I : SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE	32
SECTION II : SITUATION ECONOMIQUE DU CAMEROUN	41
CONCLUSION DE LA PARTIE I	46
PARTIE II CADRE EMPIRIQUE DE L'ANALYSE DU LIEN ENTRE LA DETTE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE	47
CHAPITRE III : MÉTHODOLOGIE DE LARECHERCHE	48
CHAPITRE IV : PRESENTATION DES RESULTATS ET INTERPRETATION	58
CONCLUSION DE LA PARTIE II	66
CONCLUSION GENERALE	67
ANNEXES	68
BIBLIOGRAPHIE	71
TABLE DE MATIERES	77

DEDICACE

A ma mère

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce travail n'a été possible que grâce à une assistance soutenue, une collaboration d'augustes personnes qui d'une manière ou d'une autre nous ont encouragés tout ou long de la rédaction de ce mémoire.

Qu'il nous soit permis de remercier :

- Pr ZAMO AKONO Christian, pour sa disponibilité, dans la rédaction de ce mémoire ;
- A Madame le directeur Pr NDJAKOMO ESSIANE Salomé et à tout le personnel administratif pour leur disponibilité,
- A Dr SAMBA Michel Cyrille notre chef de département innovation à L'ENSET pour sa disponibilité ;
- Aux Enseignants de L'ENSET d'EBOWA pour tous les efforts et sacrifices fournis pour nous assurer une bonne formation ;
- Madame NDENKEU pour son soutien financier et moral pour la réalisation de ce travail;
- M. BAMI pour son soutien financier et moral pour la réalisation de ce travail ;
- Madame FONKEU pour ses encouragements sans cesse ;
- Tous mes camarades de promotion d'économie 5 de l'ENSET d'Ebolowa pour leur soutien.

Mes profondes gratitude et reconnaissances à tous ceux qui d'une manière ou d'une autre, m'ont soutenu dans ce travail et qui n'ont pas été nommés dans le présent document. Loin d'être une ingratitude c'est plutôt par souci de synthèse.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Encours de la dette publique extérieure et structure par bailleur de fonds ...	35
Tableau 2 : Statistique récente des différents ratios.....	38
Tableau 3 : Tableau récapitulatif des variables et de leurs signes attendus.....	52
Tableau 4 : Règle de décision en fonction de la valeur de la statistique D W	54
Tableau 5 : statistiques descriptives	58
Tableau 6 : coefficients de stationnarité.....	59
Tableau 7 : test de cointégration.....	60
Tableau 8 : test de Ramsey	61
Tableau 9 : test de Breusch Goldfrey	61
Tableau 10 : test d'ARCH	62
Tableau 11 : résultats de l'estimation ARDL.....	62

LISTE DES FIGURES

Figure 1: lien dette et croissance	22
Figure 2: évolution de la dette totale par habitant.....	35
Figure 3: L'évolution du service de la dette:	37
Figure 4 : l'évolution du taux d'inflation.....	43
Figure 5 : Evolution du PIB.....	45
Figure 6 : pib /tete.....	46

LISTE DES ABREVIATIONS

APD: Aide Publique au Développement

AR: AutoRégressif

ARCH: Hétéroscédasticité conditionnelle autorégressive

ARDL: Décalages Distribués AutoRégressifs

ASS: Afrique Subsaharienne

BAD: Banque Africaine de Développement

BGD: Bureau de Gestion de la Dette

BIRD : Banque Internationale pour la reconstruction et le développement

CAA : Caisse Autonome d'Amortissement

CIA: Critère d'Information d'Akaike

C2D : Contrat Désendettement et Développement

DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté

FAD : Fond Africain de Développement

FMI: Fonds Monétaire International

IDA : Association Internationale de Développement

IPH: Indicateur de Pauvreté Humaine

IDH: Indice de Développement Humain

MCO: Moindres Carrés Ordinaires

OMD: Objectifs du Millénaire pour le Développement

PAJER-U : Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine,

PIFMAS : Projet Intégré Socio- économique des Jeunes pour la Fabrication de Matériel Sportif

PIAASI le Projet d'Appui Intégré aux Acteurs du Secteur Informel.

PMA: Pays le Moins Avancé

PPTE: Pays Pauvre Très Endetté

PP: Phillips-Perron

RNB: Revenu National Brut

WDI: Indicateurs du Développement Mondial

RESUME

L'objectif de ce travail est de montrer l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique du Cameroun. Pour la vérification de nos hypothèses nous avons utilisé des données de source secondaire de la base de données de la Banque mondiale dans «l'indicateur de développement mondial 2020» et dans les rapports sur le développement humain 2020. Ces données couvrent la période 1982 à 2019. Nous avons utilisé le modèle de base de la dette extérieure de Sala-i-martin (1997) pour l'estimation de nos paramètres. Pour l'analyse économétrique, nous avons utilisé la méthode ARDL (Autoregressive Distributed Lags). Statistiquement parlant, notre étude nous a montré que notre modèle était bien spécifié et les résultats obtenus nous confirment que la dette extérieure a un effet négatif donc l'encours de la dette et le service de la dette extérieure sur la croissance économique du Cameroun à court et à long terme. Ceci est justifié par le fait que le coefficient de détermination R^2 et le R^2 ajusté sont très élevés. Preuve que le modèle est bon pour les fins de prévisions. Ainsi, la variation totale de croissance économique du Cameroun était expliquée respectivement à 89,83% (coefficient de détermination) et 86,77% (coefficient ajusté de détermination) par le modèle de régression. Preuve le test de Breusch-Godfrey a également prouvé que le modèle était bon à des fins de prédiction.

Mots clés: dette extérieure, croissance économique

ABSTRACT

The objective of this work was to show the effect of external debt on Cameroon's economic growth. For the verification of our hypotheses we have used secondary source data from the World Bank database in the “World Development Indicator 2020” and in the Human Development Reports 2020. These data cover the period 1982 to 2019. We used the basic external debt model of Sala-i-martin (1997) to estimate our parameters. For the econometric analysis, we used the ARDL (Autoregressive Distributed Lags) method. Statistically speaking, our study showed us that our model was well specified and the results obtained confirm that the external debt has a negative effect on Cameroon's economic growth. This is justified by the fact that the coefficient of determination R^2 and the adjusted R^2 are very high. Proof that the model was good for forecasting purposes. Thus, the total variation in economic growth in Cameroon was explained respectively at 89.83% (coefficient of determination) and 86.77% (adjusted coefficient of determination) by the regression model. Evidence the Breusch-Godfrey test also proved that the model was good for prediction purposes.

Keyword : external debt, economic growth

INTRODUCTION

Contexte de l'étude

Depuis quelques décennies, le problème de la dette des pays pauvres est devenu l'un des problèmes majeurs dans les relations internationales, il est désormais perçu comme un sujet dominant dans les instances internationales. En ce sens, la Banque mondiale s'y intéresse dans son objectif de lutte contre l'extrême pauvreté et de la promotion du développement, de même que le FMI dans le cadre de sa mission de surveillance monétaire multilatérale ; le problème de la dette des pays pauvres semble donc être perçu à l'unanimité comme un obstacle à leur développement.

Soludo (2003) indique que les pays empruntent pour deux raisons principales; pour des raisons macroéconomiques, financer des investissements plus élevés ou une consommation plus élevée et éviter de sévères contraintes budgétaires. Dans certains ouvrages, la dette extérieure retarderait la croissance économique en cas de surendettement et d'éviction des investissements publics résultant du service de la dette (Krugman, 1989). Alesina et Tabellini (1989) ont montré que les gouvernements des pays à faible revenu, dont les objectifs de répartition variaient, créaient souvent une incertitude budgétaire qui conduisait à la fuite des capitaux, à un faible investissement et à une suraccumulation de dette extérieure, ce qui retardait la croissance économique. Lorsque la dette extérieure est utilisée de manière efficace voir productive et si le cercle est maintenu pendant un certain temps, elle affectera la croissance positivement.

Les problèmes socio-économiques auxquels sont actuellement confrontés les pays arabes suite à leur révolution contre la dictature combinée à la crise de la dette souveraine en Europe ont relancé le débat sur la relation entre emprunts extérieurs et la croissance économique. En fait, l'endettement extérieur a toujours été considéré comme une conséquence naturelle des activités économiques. Cela vient du fait que certains pays ou institutions ont des excédents financiers et d'autres ont des besoins de financement. La dette permet donc à un pays d'investir des capitaux au-delà de ses propres ressources financières en empruntant des capitaux excédentaires (Klein, 1994). La dette ainsi créée est supposée, toutes choses égales par ailleurs, pour générer de la croissance et favoriser le développement. Cependant, la crise de la dette des années 80 a contesté l'hypothèse selon laquelle le recours à l'emprunt international peut accroître l'investissement et promouvoir le développement. En ce qui concerne les pays

développés, la récession actuelle, plus ou moins sévère dans ces pays depuis l'éclatement de la crise de la dette européenne, suggère qu'il existe une relation négative entre l'ampleur de l'endettement et la croissance économique.

Depuis les années 1980, l'environnement économique des pays à faible revenu du monde entier, en particulier ceux d'Afrique centrale, a été marqué par une crise de la dette extérieure très élevée, qui jusqu'à présent a été un obstacle majeur pour ces pays à atteindre l'Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Cette forte crise de la dette extérieure reste dans les débats des politiciens et de l'opinion publique du monde entier comme l'un des principaux facteurs contribuant à restreindre ou à limiter le développement économique de ces pays pauvres; car la plupart d'entre eux (pays pauvres) ont contracté des dettes excessivement élevées au cours des dernières décennies, avec des taux d'intérêt exorbitants. De plus, la dette extérieure totale des pays pauvres estimée à 37,4% de leur PIB cumulé a été multipliée par quatre au cours de la période allant du début des années 80 à la fin des années 90.

S'est ainsi que la dette de ces pays envoi de développement c'est accru depuis ces dernières décennies et ne peut passer inaperçue à l'exemple du Cameroun qui a un encours total de la dette extérieure, passant de 2 262 millions de dollars en 1985 à 4 592 millions en 1990 et 6 473 millions en 1992, soit un taux de progression d'environ 46 %. Entre 1993 et 1998, cet encours a continué à croître très fortement, passant de 6 985 millions de dollars en 1993 à 7 427 millions en 1997, pour se chiffrer à 7 091 millions de dollars en 1999. Cette croissance a été très significative à partir de 1994 suite à la dévaluation du franc CFA par rapport au franc français, la quasi-totalité des prêts étant libellés en devises. Ainsi, indique le CND, au 31 décembre 2019, l'encours de la dette publique et à garantie publique du Cameroun est actualisé à 8 650 milliards FCFA, soit 38,3% du PIB. Sans plus de détails, le CND précise que sur les 8 650 milliards FCFA, 6 671 milliards constituent la dette extérieure. Le reste, 1 979 milliards FCFA, forme la dette intérieure. Le 21 janvier 2020, à l'occasion de la conférence annuelle des services centraux et déconcentrés du ministère de l'Économie, le directeur général de la coopération et de l'intégration de ce ministère, chiffrait la dette du pays à fin 2019 à 8 384 milliards FCFA, soit un taux d'endettement de 37,4% du PIB. La dette actualisée est donc en hausse de 266 milliards en valeur réelle et de 1% du PIB en valeur relative.

La plupart des pays du monde empruntent des fonds pour couvrir leurs besoins de financement et combler le déficit budgétaire. Cependant, les ressources nationales se sont souvent révélées insuffisantes et potentiellement dévastatrices pour le secteur privé. Selon Muhammad et Fayyaz

(2015), les dettes extérieures affectent l'économie de deux manières, expliquant que lorsqu'une utilisation efficace des dettes extérieures peut apporter la prospérité économique à une nation, leur utilisation inefficace peut également causer de graves dommages. La dette extérieure est devenue un fardeau pour les pays africains parce que les prêts contractés n'étaient pas déployés de manière optimale (Iya, et al., 2013), par conséquent, les retours sur investissement n'étaient pas suffisants pour faire face aux obligations venant à expiration et également entraver la croissance économique (Erhievwe et Onovwoakpoma, 2013)). Les économies africaines n'ont pas bien performé, en partie à cause de l'augmentation des sorties de ressources pour le service de la dette et en partie parce que l'ajustement macroéconomique nécessaire est resté difficile pour la plupart des pays à réaliser à partir du continent. Les gouvernements ont tendance à emprunter à l'extérieur, car ces sources sont très concessionnelles par rapport aux sources nationales. Ajisafe et Gidado (2006) admettent que les gouvernements peuvent monétiser leurs dettes en créant de l'argent pour éviter de payer des intérêts. Cela est loin d'être utilisé par les gouvernements pour réduire les frais d'intérêts qui, s'ils sont souvent utilisés, peuvent conduire à une hyperinflation. Mutasa (2003) souligne que l'opinion traditionnelle selon laquelle des niveaux élevés de dette intérieure peuvent évincer le secteur privé et limiter la portée des politiques budgétaires anticycliques peut entraîner une volatilité accrue et des effets négatifs sur le développement économique.

Le concept d'éviction semble profondément enraciné dans les gestionnaires de la dette des pays en développement ainsi que dans les pays développés. Omassoma (2011) soutient que les pays devraient développer des politiques qui offrent une autonomie de restructuration de la dette dans les circonstances. La gestion de la dette devenant une préoccupation majeure dans les pays développés comme dans les pays en développement, il est de plus en plus nécessaire de s'appuyer sur les expériences des autres (FMI, 2014). La dette extérieure entrave le progrès économique global de tout pays si le pays endetté n'est pas en mesure d'honorer ses obligations de dette à l'échéance. Les économies en développement ont généralement des sources limitées de revenus. Dans la plupart des pays en développement, l'agriculture reste la seule entreprise d'investissement pour la dette extérieure. Les rendements de l'agriculture sont généralement faibles par rapport à ceux des industries. Ainsi, s'ils ne parviennent pas à utiliser leur dette de manière productive dans le secteur industriel, mobiliser les investissements et créer de nouvelles opportunités d'emploi; ils finiront par se retrouver confrontés au dilemme d'une base de revenus plus faible qui affectera leur capacité de dépenses, conduisant à un service de la dette plus élevé (Erhievwe et Onovwoakpoma, 2013).

La plupart des analystes estiment que la dette nette est la manière la plus appropriée d'analyser la situation de la dette d'un pays. Cette mesure indique le montant total des sommes dues par l'État sous forme d'amendes et d'intérêts, tandis que la dette brute correspond aux créances moins les intérêts ou les amendes éventuellement perçues pour retard de paiement ou pour fluctuation de la monnaie. Cependant, Claessens et Kanbru (2007) indique que la définition de la dette nette varie d'un pays à l'autre. Il est donc extrêmement difficile de dériver une mesure comparable d'un pays à l'autre. L'utilisation de la dette brute en pourcentage du PIB est la mesure la plus couramment utilisée. Dans le même contexte et en cherchant à savoir s'il existe une limite maximale à la dette publique au-delà de laquelle l'État ferait faillite, un certain nombre d'arguments théoriques (Krugman 1988, Sachs 1989, Pattillo et al.2002, Clements et al.2003) ont montré qu'une augmentation du taux d'endettement public pourrait conduire à une réduction de la croissance en raison d'un effet d'éviction des investissements productifs et de l'inefficacité relative de l'État dans l'utilisation des ressources. D'autres arguments sont souvent soulevés et concernent les effets plus immédiats de l'augmentation de la dette de l'Etat. Savvies (1992) a déclaré que les gouvernements, en particulier dans les pays en développement, empruntent généralement en émettant des titres tels que des bons du Trésor et des obligations. En fonction des sources de financement dont dispose le gouvernement, un choix de structure et de composition de la dette peut être fait. Les gouvernements moins dotés et conscients des caractéristiques de coût et de risque de la dette sont susceptibles d'emprunter à des sources concessionnelles telles que les agences multilatérales. La plupart des pays africains peuvent accéder à des prêts concessionnels, mais des sources non concessionnelles peuvent encore être disponibles. Clements et al (2003) ont examiné les canaux par lesquels la dette extérieure affecte la croissance dans les pays à faible revenu. Leurs résultats suggèrent que la réduction substantielle de l'encours de la dette extérieure projetée des pays pauvres très endettés (PPTE) augmenterait directement la croissance du revenu par habitant d'environ 1 point de pourcentage par an. Cela implique que les réductions du service de la dette extérieure pourraient également stimuler indirectement la croissance par leurs effets sur l'investissement public, réduisant ainsi la pauvreté. La dette extérieure est une source majeure de financement, principalement utilisée pour compléter les sources de financement nationales afin de répondre aux besoins de développement du pays et à d'autres besoins. Habituellement, la dette extérieure est contractée par un pays qui ne dispose pas de l'épargne intérieure et des devises nécessaires pour atteindre ses objectifs de développement et autres objectifs nationaux. Cependant, si la dette extérieure n'est pas utilisée dans des activités génératrices de revenus et productives, la capacité d'un pays

débiteur de rembourser sa dette est considérablement réduite. On fait souvent valoir que le surendettement soit un obstacle à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté (Berensmann, 2004, Maghyereh et Hachemite, 2003 Senadza, Fiagbe et Quartey, 2017). Au cours des années 70 et 80, le niveau de la dette extérieure des pays pauvres très endettés (PPTE) a atteint un niveau correspondant à la «crise de la dette». La plupart de cette dette est constituée de dettes publiques garanties par l'État. L'émergence du marché de l'eurodollar entre 1973 et 1979 a été la principale source d'offre de dette extérieure. Des "pétrodollars" bon marché ont été recyclés vers les pays endettés, malheureusement, de nombreux pays n'ont pas utilisé leur dette extérieure avec sagesse et prudence. Plusieurs facteurs interdépendants ont contribué à l'augmentation de la dette extérieure, y compris la politique macroéconomique, la hausse des prix d'un certain nombre de produits de base qui encouragent les pays à emprunter, des taux d'intérêt réels bas et un environnement mondial favorable. Malheureusement, les conditions favorables ont été de courte durée et, au fur et à mesure de leur évolution au cours des années 80, les pays lourdement endettés ont eu du mal à rembourser leur dette (Abrego et Ross 2001, Clements et al 2003).

Problématique

Depuis le début des années 80, le Cameroun est confronté à une crise macroéconomique et financière persistante avec le problème de la dette extérieure au premier plan. L'assèchement des sources traditionnelles de financement a contraint le gouvernement à changer le cadre de sa politique économique et à revoir les conditions de son financement public. Au niveau macroéconomique, il semble y avoir un ralentissement du taux de croissance, une balance commerciale déficitaire, une détérioration des termes de l'échange, un déficit budgétaire récurrent, une dette excessive et un service de la dette insoutenable par rapport aux ratios qui est un problème des pays ASS dans l'ensemble et leur croissance démographique rapide. La question de l'endettement de l'État est un enjeu majeur de l'économie.

En effet, comme toutes les autres variables de conjoncture, il est indéniable que la dette agit sur la croissance économique d'un pays. Cependant, la question est de savoir comment cette variable affecte le taux de croissance et principalement au Cameroun. Théoriquement, la dette publique devrait permettre à un pays d'investir des capitaux au-delà de ses propres ressources financières en empruntant des capitaux excédentaires (Klein 1994).

Hameed, Ashraf et Chaudhary (2008) ont déclaré que les emprunts extérieurs devraient accélérer la croissance économique, en particulier lorsque les ressources financières nationales sont insuffisantes. Dans ce contexte macroéconomique orthodoxe, les emprunts extérieurs et la dette extérieure devraient jouer un rôle positif dans le processus de croissance de l'économie bénéficiaire. Soludo (2003) indique que les pays empruntent pour deux raisons principales; pour des raisons macroéconomiques, financer des investissements plus élevés ou une consommation plus élevée et éviter de sévères contraintes budgétaires. Dans certains ouvrages, la dette extérieure retarderait la croissance économique en cas de surendettement et d'éviction des investissements publics résultant du service de la dette (Krugman, 1989). Alesina et Tabellini (1989) ont montré que les gouvernements des pays à faible revenu, dont les objectifs de répartition variaient, créaient souvent une incertitude budgétaire qui conduisait à la fuite des capitaux, à un faible investissement et à une suraccumulation de dette extérieure, ce qui retardait la croissance économique. . Cohen (1993) a constaté que le niveau d'endettement n'avait pas d'effet significatif sur l'investissement pendant la crise de la dette du début des années 80, bien que le remboursement de la dette se soit avéré être une corrélation négative avec l'investissement, ce qui suggère un effet d'éviction.

Clements, Bhattacharya et Nguyen (2003) ont également estimé qu'une relation quadratique entre la dette et la croissance dans certains pays à faible revenu était que les niveaux d'endettement élevés avaient tendance à évincer l'investissement public. Avom et al (2015) montrent dans leur étude menée sur les six pays de la zone CEMAC que la dette extérieure à un effet négatif à sur les investissements domestique à partir de un certain seuil. Palakiyèm (2016) examine empiriquement l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique au Togo ainsi que l'existence d'une relation de causalité entre cette dette extérieure et la croissance économique.

Mohammad H. Pesaran et al. (2001), à partir d'un modèle log-quadratique et s'appuyant sur des techniques de cointégration, de causalité à la Toda et Yamamoto (1995). Les estimations portent sur la période 1971-2014. Les résultats empiriques révèlent une corrélation positive et significative à long terme entre la dette extérieure et la croissance économique et une causalité au sens de Toda et Yamamoto, de la dette extérieure vers la croissance économique.

La plupart des travaux théoriques ou empiriques considèrent la dette publique comme un frein à la croissance. Elle réduit l'épargne disponible, augmente les taux d'intérêt ou appelle à une réduction des dépenses publiques productives et / ou à une augmentation des impôts. Dans ce

contexte, Kumar et Woo (2010) ont montré qu'une expansion économique réduit mécaniquement le ratio dette / PIB. Donc, Ferreira (2009) a identifié des preuves d'une causalité bidirectionnelle entre les deux variables et de la dynamique instable de la dette publique, qui joue à la fois à la baisse et à la hausse. Une explication de ces difficultés empiriques est que la dette publique peut avoir un effet non linéaire sur la croissance économique (Pattillo et al., 2002 et Clements et al., 2003).

Dans les pays développés, la relation est plus difficile à établir. Schclarek (2004) ne trouve aucune relation statistiquement significative. Dans des études plus récentes, dont nous citons Checherita et Rother (2010), la dette publique de la zone euro nuit à la croissance au-delà d'un seuil de 90 à 100% du PIB. Cette caractéristique est confirmée par Minea et Villieu (2009b), où un changement de signe de l'effet des déficits sur l'investissement public n'a lieu qu'au voisinage d'un taux d'endettement public de 120% du PIB. Des travaux plus polémiques ont abouti à un tournant dans la relation entre la dette publique et la croissance, à environ 90% du PIB (Reinhart et Rogoff, 2010). Suite aux critiques de Herndon, Ash, Pollin (2013), Reinhart et Rogoff (2013) s'accrochent encore au fondement de leurs premières conclusions dont une augmentation de la dette publique d'un pays peut à terme ralentir sa croissance économique. La dette extérieure étant perçue différemment selon les économistes, une augmentation de la dette extérieure contrevient à la théorie de la dynamique de croissance de la dette qui souligne qu'en raison des déficits de capital dans les pays en développement, un certain niveau d'endettement extérieur devrait renforcer la croissance économique par l'accumulation de capital et la croissance de la productivité. Depuis plusieurs décennies, l'une des questions dominantes de la macroéconomie moderne demeure celle des effets de la dette publique sur les différents agrégats macroéconomiques. Cette étude cherche donc à étudier les effets de la dette extérieure sur la croissance économique du Cameroun.

Question de recherche

Question principale

La dette extérieure est perçue différemment par les économistes. Elle crée et résout certaines distorsions économiques mais de toute façon, il faut se poser la question suivante: Quel est l'effet du financement par la dette extérieure sur la croissance économique du Cameroun?

Question spécifique

Questions spécifiques :

Quel est l'effet de l'encours de la dette extérieure publique sur la croissance économique du Cameroun?

Quel est l'effet du service de la dette extérieure publique sur la croissance économique du Cameroun?

Objectif de l'étude

Pour répondre à ces questions, nous nous sommes fixé comme objectif principal d'analyser l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique du Cameroun. De cet objectif global découlent deux objectifs spécifiques que nous avons comme suit.

Examiner l'effet de l'encours de la dette publique extérieure sur la croissance économique du Cameroun.

Evaluer l'effet du service de la dette extérieure publique sur la croissance économique du Cameroun.

Hypothèses

Afin d'atteindre les objectifs de cette recherche, nous avons formulé certaines des hypothèses suivantes.

L'encours de la dette publique extérieure affecte négativement la croissance économique du Cameroun.

Le paiement du service de la dette publique extérieure affecte négativement et de manière significative la croissance économique du Cameroun.

Intérêt de l'étude

La gestion de la dette extérieure est une initiative de gestion clé qui permet aux pays en développement d'évaluer le besoin de financement du secteur extérieur par rapport aux contributions des diverses sources de financement non seulement pour approfondir l'économie, mais aussi pour intégrer les conditions économiques au réseau économique mondial. En tant que pays en développement, le Cameroun a donc besoin d'une politique de gestion de la dette

saine et pragmatique qui permettra à l'Office de gestion de la dette (OGD) d'équilibrer le besoin de transformation économique et sociale avec la volonté de combler ce besoin par un financement du secteur extérieur. Une autre agence gouvernementale bénéficiera de l'étude car elle agira comme une impulsion pour eux pour élaborer et mettre en œuvre des politiques liées à la dette. De telles politiques axées sur le placement de plafonds d'endettement, l'établissement d'indices de soutenabilité de la dette ainsi que la nécessité de poursuivre les défaillants si elles sont correctement mises en œuvre aideront à bâtir des institutions solides. L'étude sera également utile au gouvernement et à ses agences pour réévaluer d'avantage sa relation bilatérale et multilatérale avec ses créanciers, car l'étude vise également à identifier l'étendue de la contribution à la croissance économique de chacune des sources de dette extérieure. En tant qu'exercice académique conçu pour contribuer et combler le manque de connaissances, on s'attend à ce que les étudiants et les chercheurs, en particulier en finance et dans d'autres disciplines connexes, acquièrent une connaissance de la littérature et une conscience empirique de l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique. Une telle prise de conscience créera une base pour embrasser d'autres études dans ce contexte.

Méthodologie

La démarche adoptée dans ce travail est la démarche déductive. Dans cette approche, nous utilisons dans un premier lieu la méthode descriptive, il s'agit de décrire la structure et l'évolution de la dette extérieure publique et la croissance économique au Cameroun par l'analyse des données collectées à partir des organismes nationaux et internationaux pendant une durée de 38 ans de 1982 à 2019. Ensuite nous utilisons la méthode économétrique qui consiste à spécifier un modèle linéaire multivarié à partir de la méthode ARDL. Nous utiliserons le modèle de base de la dette extérieure de Sala-i-martin (1997) pour l'estimation de nos paramètres.

Plan de l'étude

Cette étude est organisée de la manière suivante. Après l'introduction, nous avons deux parties et chaque partie comporte deux chapitres. Chaque chapitre se concentre sur des aspects du thème.

Partie1 : cadre théorique et état des lieux de la dette extérieure publique et la croissance économique

Chapitre 1 : cadre théorique de la dette extérieure et la croissance économique.

Chapitre 2 : Etat des lieux de la dette publique extérieure et la croissance économique au Cameroun.

Partie2 : cadre empirique de l'analyse du lien entre la dette extérieure et croissance économique

Chapitre3 : Méthodologie de la recherche.

Chapitre4 : Résultats et interprétations.

PARTIE I : CADRE THEORIQUE, ETAT DES LIEUX DE LA DETTE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE

La gestion efficace de la dette constitue aujourd'hui un objectif majeur pour la plupart des États, des pays en de développement (PED). En effet, elle offre la possibilité à tous les états ayants un déficit budgétaire, de pouvoir faire face à ce vide et d'accroître leur investissement. Cette partie se focalise en premier lieu sur les concepts théoriques de la dette extérieure publique et la croissance économique ensuite la présentation de l'état des lieux de la dette extérieure et la croissance au Cameroun.

CHAPITRE I: CADRE THÉORIQUE DE LA DETTE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Dans ce chapitre, il sera question de faire le point sur certains concepts clés et sur les principaux travaux théoriques et empiriques qui s'intéressent au thème ciblé.

SECTION I : CLARIFICATION DES CONCEPTS DE LA DETTE ET LA CROISSANCE

Dans cette première section il sera question tout d'abord de faire une clarification sur des concepts clés de la dette et présenter les différentes mesures de la dette ensuite présenter l'Origine de la dette extérieure et le dynamisme du cycle de la dette.

I.1. CLARIFICATION DES CONCEPTS DE LA DETTE

I.1.1. Dette extérieure

La dette extérieure brute est le montant des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu au paiement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de rembourser le principal et de payer des intérêts. Il comprend toutes les dettes contractées par les agents économiques de ce pays envers les agents économiques extérieurs. Pour mieux comprendre la notion de dette extérieure, afin de la différencier des autres dettes nous procéderons à une succession de définitions parmi lesquelles:

I.1.2-Dette publique

La dette publique constitue à la fois une dette intérieure et une dette extérieure. La dette intérieure comprend les fonds provenant d'actifs financiers tels que les bons du Trésor et les obligations, ainsi que l'argent emprunté à d'autres institutions financières locales. De même, la dette extérieure peut provenir de sources bilatérales, multilatérales ou commerciales. Les sources bilatérales incluent les relations de gouvernement à gouvernement, tandis que les sources multilatérales incluent les gouvernements d'un ensemble de pays ou d'agences qui ont créé un pool de ressources qu'ils prêtent. La dette d'un État, d'un gouvernement provincial ou local peut également constituer une dette publique. La dette multilatérale pourrait provenir d'institutions financières telles que le FMI, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, entre autres (Polly, 2009).

I.1.3-Dette intérieure

La dette intérieure est constituée de prêts contractés par l'État auprès de banques commerciales et d'entreprises publiques.

I.1.4-Dette publique multilatérale

il s'agit de prêts contractés auprès d'institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), des banques et des fonds de développement régional tels que la Banque africaine de développement (BAD).

I.1.5-Dette publique bilatérale

Il s'agit de prêts contractés par un État auprès d'un autre État. Le rééchelonnement et l'annulation de la dette bilatérale sont négociés au sein du Club de Paris.

I.1.6-Dette publique envers les banques commerciales privées

Il s'agit de prêts contractés auprès de banques commerciales privées. Le rééchelonnement est négocié au sein du London Club.

I.1.7- Solvabilité et soutenabilité

La solvabilité caractérise la situation financière d'un pays capable de faire face à ses engagements, c'est-à-dire la contrainte budgétaire intertemporelle est respectée. En d'autres termes, la solvabilité d'un État est sa capacité à payer totalement sa dette (annuler sa dette à long terme en respectant les échéances).

La soutenabilité de la dette correspond à la situation d'un État dont le paiement du service de sa dette est assuré sans qu'il ait particulièrement besoin d'ajuster sa politique budgétaire dans l'avenir.

Pour le FMI, la soutenabilité de la dette est la situation dans laquelle un pays à la capacité de financer le solde de la balance des opérations courantes et assurer les obligations du service de la dette sans faillir, sans solliciter un rééchelonnement, sans accumuler les arriérés et enfin sans compromettre sa croissance.

En bref, la soutenabilité de la dette renvoie à la capacité d'un pays à assurer le service de sa dette publique sans devoir recourir au rééchelonnement, à l'accumulation d'arriérés ou à un ajustement démesuré de son système d'imposition.

I.1.8- Mesure de la dette

Il existe de nombreuses façons d'enregistrer la dette d'un pays. Selon la valeur à laquelle on choisit de se référer, on peut avoir la valeur nominale, la valeur actuelle nette et la valeur de marché. La valeur nominale (faciale, contractuelle) est la valeur de la dette au moment où elle a été contractée. La valeur actuelle nette (VAN) est la valeur actuelle des flux de remboursement attendus, actualisée au taux d'intérêt commercial de référence (TICR) pour les différentes devises. Il correspond au montant qu'il faudrait investir aujourd'hui en tenant compte des intérêts accumulés au taux d'intérêt en vigueur pour honorer toutes les échéances du prêt. La valeur marchande est la valeur d'échange sur le marché de la dette. Cette valeur d'échange sur le marché dépend du contexte économique, politique et financier dans lequel le pays évolue.

Le fardeau de la dette peut également être vu soit par l'encours de la dette, soit par le ratio des paiements attendus du service de la dette par rapport à la valeur des exportations de biens et services ou par le ratio du service de la dette qui mesure l'impact des obligations au titre du service de la dette sur les flux de trésorerie en devises; Ainsi, le service de la dette est le montant payé annuellement par l'État pour le remboursement de sa dette. Cette somme versée est constituée du principal et des intérêts sur le capital emprunté. L'encours de la dette est le montant total des prêts contractés par un État. Le plus souvent, la VAN de l'encours de la dette est utilisé pour mesurer le fardeau de la dette d'un pays. Notez que la plupart des États ont une certaine dette, mais la taille de celle-ci varie d'un pays à l'autre. Évaluer le poids de la dette d'un pays devient important.

I.1.9. Origine et dynamique du cycle de la dette

La plupart des pays qui ont gravi les échelons du développement ont eu recours, à diverses étapes de leur croissance, aux capitaux étrangers. Plusieurs raisons peuvent servir à justifier le recours par un pays aux emprunts extérieurs. Ces emprunts permettent au pays débiteur de combler les écarts entre l'épargne intérieure et l'investissement, de réduire les contraintes imposées à la croissance par des réserves de devises insuffisantes, d'influer sur le profil

temporel de la consommation et de financer les déficits provisoires de la balance des paiements (Williamson et Milner, 1991).

La théorie économique a beaucoup évolué au cours des cinquante dernières années dans la construction des « modèles d'aide ». La théorie de Rosenstein-Rodan du « big push » stipulait qu'une aide massive à tous les secteurs devait favoriser le développement. Sur la base d'un modèle Harrod et Domar, selon lequel la croissance dépend de l'investissement, cette analyse avance l'hypothèse de la rigidité de l'offre à moyen terme, ce qui nécessite l'importation de biens et de services. Dans ce cadre l'évaluation des besoins de financement dépend de quatre paramètres : épargne intérieure (Si), l'investissement (I), les exportations (X), les importations (M). En fixant un taux cible de croissance, il est possible de déterminer les besoins de capitaux extérieurs pour l'investissement, compte tenu de la propension interne à épargner, et d'évaluer le solde de la balance commerciale propre à ce taux de croissance. Dans cette phase de prévision (ex ante), le déficit intérieur de l'épargne peut différer du déficit extérieur. Dans la littérature, l'endettement est lié à un déséquilibre et trois motifs probables peuvent amener un pays à s'endetter :

- Pour financer un haut niveau d'investissement ;
- Pour lisser les fluctuations de la consommation en cas de baisse du revenu ;
- Pour échapper à un ajustement face aux déséquilibres intérieurs ou extérieurs.

Si l'on prend en compte l'importance de certaines rigidités ou de certains rationnements, il est judicieux de tenir compte de l'importance relative des déficits l'un en épargne intérieure l'autre en devise : c'est l'approche du « double déficit » à la Chenery et Strout qui peut être transposée en approche du « triple déficit » (Taylor ; 1994), en ajoutant le déficit budgétaire.

Pour caractériser complètement la dynamique de l'endettement extérieur, il faut encore préciser les caractéristiques du financement extérieur. En effet, les caractéristiques du financement extérieur des pays à faible revenu sont très particulières. Pour une part importante, le financement extérieur de ces pays est composé de dons, et le reste consiste habituellement en des financements à fort caractère concessionnel.

Partons du modèle des deux déficits de Chenery et Strout et définissons l'identité suivante :

$$Si - I = - Se$$

$$X - M = - Se$$

Dans laquelle S_i désigne l'épargne intérieure, I l'investissement, $X - M$ le solde du compte courant de la balance des paiements et Se l'épargne extérieure.

$Se > 0$ signifie que :

- L'épargne intérieure S_i est faible par rapport à l'investissement ou que l'investissement est trop élevé par rapport aux ressources internes ;
- Les exportations sont trop faibles par rapport aux importations ou que les importations élevées (par exemple des voitures de luxe, les matériaux de construction des châteaux, etc.) non compensées par les entrées de devises.

Si le déficit résulte d'un excédent des importations par rapport aux exportations, il peut être symptomatique d'un manque de compétitivité, mais comme un déficit peut aussi résulter d'un excédent de l'investissement par rapport à l'épargne, il pourrait aussi être le signe d'une économie hautement productive en pleine croissance. Si le déficit est dû, non à un investissement élevé, mais à une épargne trop faible, il pourrait être le résultat d'une politique budgétaire inconsidérée ou d'une fringale de consommation. Ou bien il pourrait découler d'une structure inter-temporelle des échanges, consécutive à un choc temporaire ou à un changement démographique. Si l'on ne sait lequel facteur explique cet état, qualifier un déficit de «bon» ou de «mauvais» n'a pas beaucoup de sens : les déficits traduisent des tendances économiques sous-jacentes, qui peuvent être souhaitables ou non pour un pays à un moment donné.

Ainsi trois cas de figures peuvent être présentés :

• **L'épargne intérieure est faible par rapport à l'investissement**

Ce manque d'épargne peut être en fait dû au manque d'industrialisation du pays qui permet de réaliser des profits. Ou alors, quand ces profits sont réalisés par des grandes entreprises multinationales sur place, ils font l'objet d'un rapatriement vers la maison mère. Il pourrait être aussi le résultat d'une politique budgétaire inconsidérée ou d'une fringale de consommation. De surcroît, la pénurie d'épargne peut affecter l'investissement en capital humain et public, ce qui réduirait la croissance de long terme de ces économies selon les nouvelles théories de la croissance endogène.

• **L'investissement est trop élevé par rapport aux ressources internes**

Si le déficit courant provient d'un niveau d'investissement élevé, l'emprunt extérieur permettra au pays d'augmenter sa croissance. Supposons un apport de l'épargne extérieure au profit d'un pays bénéficiaire et qu'elle soit bien investie, cela va augmenter le potentiel de la consommation future tout en laissant la consommation présente au même niveau initial. Toutefois, il reste le problème structurel du résultat à long terme, c'est-à-dire comment l'appel régulier des emprunts extérieurs finit par relâcher les efforts du pays emprunteur et le rendre dépendant de l'épargne extérieure.

• **Les importations sont trop élevées et des exportations faibles**

Cependant, l'endettement peut résulter des importations incontrôlées ($X-M < 0$). En effet, l'accroissement de la demande d'importation de biens d'équipement pour servir au secteur moderne peut être limité par la liquidité en devises. Il peut être symptomatique d'un manque de compétitivité, ou le signe d'une économie hautement productive en pleine croissance. Les importations élevées (par exemple des biens de luxe trop coûteux) non compensées par les entrées de devises peuvent créer un déficit courant.

Ainsi le pays est obligé d'accumuler des engagements à l'égard du reste du monde. Or, il faudra bien un jour rembourser ces capitaux. Il va de soi que, si un pays gaspille les fonds étrangers qu'il a empruntés en dépenses qui n'amélioreront aucunement sa capacité de production à long terme, alors sa capacité de remboursement, c'est-à-dire sa solvabilité fondamentale, peut être mise en question. En effet, pour être solvable, un pays doit être disposé à dégager (à terme) des excédents courants suffisants pour rembourser ce qu'il a emprunté, et être capable de le faire. Par conséquent, pour savoir si un pays devrait accumuler un déficit courant (emprunter davantage), il faut connaître l'ampleur de ses engagements vis-à-vis de l'étranger (sa dette extérieure) et savoir si les nouveaux emprunts financeront des investissements dont le rendement marginal sera plus élevé que le taux d'intérêt (ou le taux de rendement) que le pays doit servir sur ses engagements extérieurs.

Dans les pays pauvres il faut tenir compte du fait que l'Etat est souvent le seul agent économique susceptible d'emprunter à l'étranger en raison du rationnement du crédit qui touche presque tous les opérateurs privés. Dans la situation typique de ces pays, en dehors de l'Etat proprement dit, seules quelques grandes entreprises publiques peuvent obtenir quelques crédits extérieurs encore ces crédits sont en grande partie avalisés par l'Etat et généralement auprès d'agences spécialisées. D'après des données de la Banque mondiale (1997) la dette extérieure à long terme

était entièrement publique dans la plupart des pays à faible revenu : Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Guyana, Ouganda, Tchad, Togo, Zaïre (actuelle République Démocratique du Congo), etc. Cependant un petit nombre d'autres pays à faible revenu a une dette extérieure privée à long terme, mais elle est faible.

1.2-CLARIFICATION DES CONCEPTS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

1.2-1.La croissance économique

Les origines de la croissance remontent à la **révolution industrielle**. En effet, avant cette période, les données économiques reconstituées permettent d'observer une quasi-stagnation de la production. Pour P. Bairoch (1930-1999), la révolution industrielle est la seconde rupture décisive de l'histoire de l'humanité, la première étant la révolution néolithique qui a instauré l'agriculture. Selon cet historien, entre les deux révolutions, néolithique et industrielle, l'accroissement du niveau de vie a été modeste, aux alentours de 60 à 90%, et ce, en neuf millénaires (*Victoires et déboires*, 1997). D'après les travaux d'A. Maddison (1926-2010), entre 1700 et 1820, période précédant la Révolution industrielle, les pays d'Europe ont connu un taux de croissance annuel moyen de leur produit intérieur brut (PIB) de 0,6%. Entre 1820 et 1980, le taux de croissance annuel moyen s'élève à 2,5%, attestant ainsi de la rupture décisive opérée avec l'émergence et l'essor du **capitalisme** industriel. La croissance est déterminée par une hausse de la production entre deux périodes considérées. De ce fait, différents auteurs se sont penchés sur les théories de la croissance mais principalement sur les sources possibles permettant de l'accélérer ou de la freiner, plusieurs sont les facteurs de croissance avancés par divers auteurs. Les théories se débattent sur le caractère endogène ou exogène de la croissance. D'abord, la théorie traditionnelle, elle opte pour le caractère exogène de la croissance, dans cette voie, HARROD (1948) et SOLOW (1956) propose une croissance dont les principaux déterminants sont l'accélération des progrès techniques et celle de la population active. Puis, les nouvelles théories de la croissance proposent son caractère endogène. Parmi ces sources de la croissance, on peut citer les suivantes :

- □ Le capital humain : Cette théorie repose sur l'accumulation des connaissances selon Paul ROMER basée sur la théorie du « *Learning by doing* » d'ARROW (1962). Dans la même lignée, Gary BECKER avec sa théorie sur la formation professionnelle puis Robert LUCAS qui

propose que la croissance dépend essentiellement des efforts individuels qui eux-mêmes dépendent de la capacité à épargner pour l'éducation.

- □ La recherche-développement : Inspiré des travaux de SCHUMPETER, ROMER affirme le rôle de l'innovation et de la recherche développement dans le processus de croissance. Plus la recherche et développement est importante, plus la production s'accroît et engendre la croissance. A son tour, cette croissance aura un effet positif sur la recherche-développement.
- □ L'intervention de l'Etat : L'Etat peut appuyer la croissance en stimulant les politiques de formation, d'éducation. Il peut faciliter l'accumulation des connaissances et des expériences. Pour BARRO, les infrastructures publiques encourageront la croissance, d'où la nécessité de l'intervention de l'Etat. Certains auteurs avec l'évolution du contexte mondial, apportent de nouvelles théories concernant les facteurs de la croissance des pays en voie de développement. Ces théories sont pour la majorité soutirées des expériences vécues par différents pays étant dans la pauvreté avant de connaître une croissance. Pour sa part, Simon JOHNSON, Johnathan D. OSTRY et Arvind SUBRAMANIAN se sont inspirés de l'évolution des pays tels que : Corée, Chine, Malaisie, Indonésie,... pour se prononcer sur les leviers de la croissance. Dans cette perception, ils affirment que : « *Dans les pays à faible revenu d'aujourd'hui, en privilégiant la stabilité macroéconomique et la libéralisation commerciale et en évitant toute surévaluation de la monnaie, on peut entretenir une spirale qui s'autoalimentera et grâce à laquelle l'essor des exportations de biens manufacturés suscitera parmi la population un soutien en faveur de la poursuite des réformes et de la croissance* ». Quant à Catherine PATILLO, Sanjeev GUPTA et Kevin CAREY (2006) en analysant l'accélération de la croissance de l'Afrique Subsaharienne dans les années 80 et 90, ils avancent que la libéralisation économique, la baisse du poids de la dette grâce à son allègement de l'IPTE, la bonne qualité des institutions tant économiques que politiques, améliorent la croissance. Pour Kenneth S. ROGOFF mise à part la réalisation des OMD, les ingrédients de la croissance se composent « *En premier lieu, les pays africains s'ouvrent davantage au commerce mondial et à l'investissement direct étranger, et que leurs efforts ne restent pas sans contrepartie. En deuxième lieu, les pouvoirs publics doivent veiller à ne pas tomber dans le piège de l'endettement. En troisième lieu, les pays africains ont besoin de régimes de change et de prix plus souples. Enfin, il importe qu'ils assouplissent leurs marchés de produits et du travail* »

II.2.2. Mesures de la croissance économique

La mesure de la croissance économique est généralement mesurée par l'augmentation du produit intérieur brut en volume (PIB), de ses variations s'apprécient une croissance ou une récession économique et à l'occasion permet une comparaison du niveau entre différents de pays. Le PIB se mesure à travers différentes méthodes à savoir :

- ❖ □ La somme des valeurs ajoutées
- ❖ □ La somme des revenus salariaux et des profits
- ❖ □ La somme des demandes au sein d'un territoire.

Cet agrégat de la comptabilité nationale repose sur des conventions conduisant à ne comptabiliser que les productions, marchandes et aussi non marchandes, si elles étaient réalisées avec des facteurs de production marchands. Depuis l'entrée en vigueur de la base 2015 de la comptabilité nationale, un certain nombre d'activités, illégales et/ou non déclarées, par exemple le trafic de stupéfiants sont comptabilisés dans le PIB. Le rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (2009) met également en évidence des problèmes liés à la difficulté de mesurer correctement l'amélioration de la qualité des produits. « La part croissante des services et la production de biens de plus en plus complexes font, en effet, qu'il est plus difficile qu'auparavant de mesurer les volumes produits et les performances économiques. Il existe de nos jours un grand nombre de produits dont la qualité est complexe, pluridimensionnelle et soumise à des changements rapides. C'est une évidence pour des biens comme les voitures, les ordinateurs, les machines à laver et ainsi de suite, mais plus vrai encore pour des services comme les prestations de santé ou d'enseignement, les technologies de l'information et de la communication, les activités de recherche ou les services financiers. Dans certains pays et certains secteurs, l'accroissement de la « production » tient davantage à l'amélioration qualitative des biens produits et consommés qu'à leur quantité. Rendre compte du changement qualitatif représente un formidable défi mais il est essentiel pour mesurer le revenu et la consommation réels, facteurs déterminants du bien-être matériel des personnes. Sous-estimer les améliorations qualitatives revient à surestimer le taux d'inflation, donc à sous-estimer le revenu réel. L'inverse est vrai si les améliorations qualitatives sont surestimées ». La production des administrations publiques (APU) pose également problème. Mesurée par les dépenses qu'elle occasionne, la production non-marchand des APU appréhende mal les résultats réels de leur activité. Par ailleurs, le PIB prend mal en compte les effets externes négatifs, notamment ceux concernant l'environnement. La question

de la soutenabilité, ou encore de la durabilité de la croissance, échappe ainsi à la mesure statistique de la production. Enfin, le PIB ne tient pas compte de la nature de la production réalisée (armes ou denrées alimentaires), ni de la répartition de la production (degré d'inégalité, etc.). Ces insuffisances conduisent à remettre en question la capacité de cet indicateur à mesurer le niveau de développement. C'est pour cette raison que l'indicateur de développement humain (IDH) a été créé en 1990. Plus généralement, la plupart des travaux contemporains concluent à la nécessité d'adjoindre au PIB d'autres indicateurs : sur les conditions de vie des ménages, les libertés, les ressources naturelles, etc. afin de mieux cerner le bien-être de la population et la soutenabilité du développement. Le produit intérieur brut vert permet ainsi de prendre en compte les dommages occasionnés par l'activité de production ainsi que la diminution du stock de capital naturel. Dans une perspective assez proche, il en est de même de l'épargne nationale nette ajustée et de l'empreinte écologique. Les facteurs de la croissance et la «comptabilité» de la croissance Les facteurs de la croissance Puisque la production consiste à transformer des ressources naturelles et des facteurs de production pour produire un bien final, il est logique de rechercher les sources de la croissance dans l'accumulation des facteurs et dans l'amélioration de la combinaison technique de ces facteurs, c'est-à-dire la hausse de la productivité. Le travail En longue période, la croissance économique s'accompagne d'une augmentation de la population active qui, lorsqu'on la multiplie par la durée annuelle du travail, détermine la quantité de travail dont dispose l'économie au cours d'une année. Pendant le XXe siècle, la population active a augmenté alors que la durée du travail annuelle a été divisée par deux. C'est donc surtout l'augmentation de la productivité du travail qui explique la croissance (multiplication par 16 de la productivité horaire au cours du XXe siècle).

SECTION II : REVUE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

Cette section est consacrée à la présentation de la revue de la littérature, dans un premier temps nous allons aborder la revue théorique ensuite dans un second temps nous allons présenter la revue empirique

II-1.REVUE THEORIQUE

II.1.1-La théorie du surendettement

Selon la théorie du surendettement, la dette publique, contenue dans des limites raisonnables, peut aider les pays concernés à consolider leur croissance. Lorsque ces pays utilisent des capitaux empruntés pour financer des investissements productifs, leur croissance devrait s'accélérer tout en leur permettant de rembourser les dettes contractées.

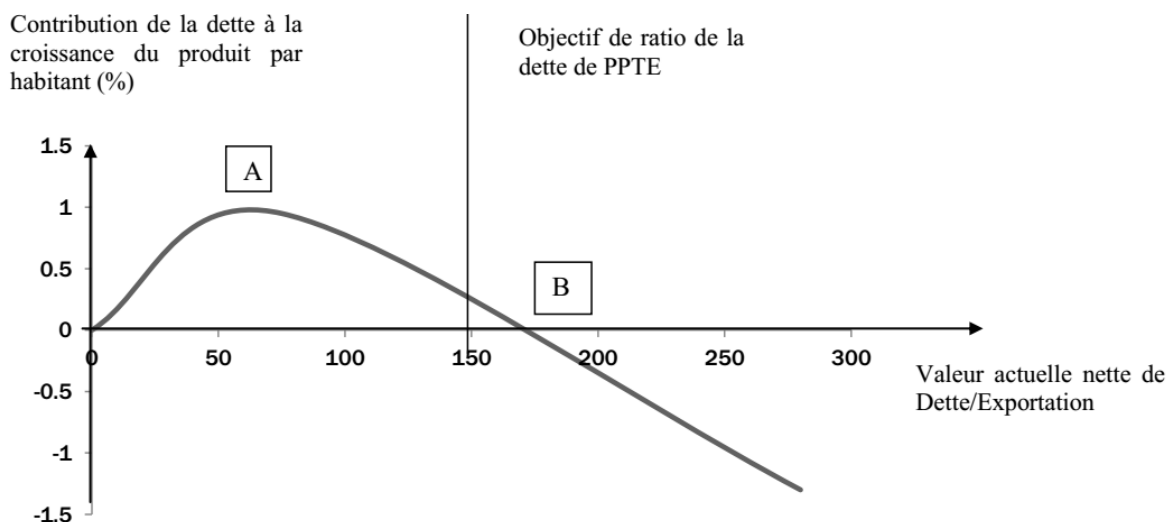
Cependant, lorsqu'il existe une probabilité future que la dette extérieure dépasse la capacité de remboursement du pays, les coûts projetés du service de la dette découragent davantage les investissements nationaux et étrangers et désavantagent la croissance économique (Corden (1988), Krugman (1988), Sachs (1989), Pattillo et al. (2002)). Ainsi, le fardeau élevé du service de la dette alourdit les impôts futurs attendus du secteur privé, réduisant ainsi l'investissement privé. Les ressources, qui au lieu d'être canalisées pour l'investissement, seront absorbées par le fardeau du service de la dette. De plus, en modifiant la qualité des investissements, le surendettement peut détériorer les performances économiques et l'incertitude du remboursement du service de la dette constitue une difficulté dans la poursuite de la réforme économique (Clements et al. 2003).

Cependant, la pertinence de la théorie du surendettement a été remise en perspective par certains auteurs qui voient que l'accumulation de dette n'est pas la cause mais la conséquence d'une faible croissance (Bulow et Rogoff (1990)), ou que la réduction de la dette ne suffirait pas à restaurer l'investissement et la croissance (Easterly (2002), Asiedu (2003)). Dans ce même contexte, d'autres auteurs considèrent que les problèmes d'endettement des pays en développement concernent davantage la liquidité (liée au service de la dette) et non les incitations liées à l'encours de la dette (Cohen (1993), Claessens et Diwan (1989)).

Il semble donc que l'impact de la dette extérieure sur la croissance n'ait pas fait un consensus général parmi les économistes. Pour découvrir davantage la nature de cet impact, nous présenterons les différentes pistes de réflexion sur la dette et la croissance économique.

Au cours de ces trente dernières années les PED ont bénéficié de prêts considérables pour leurs décollages. PATILLO C. et all suggèrent que la dette, dans une certaine mesure, contribue à la croissance économique. Toutefois, quand la dette future dépasse la capacité de remboursement du pays, elle découragera les investissements tant internes qu'externes et pénaliseront la croissance. De peur des « taxes » sur la production au titre des services de la dette, les investisseurs ainsi que les entreprises hésiteront d'augmenter leurs productions futures comme l'illustre le graphe la dette et la courbe de LAFFER. Ces auteurs ont élaboré une courbe mettant en exergue le lien entre dette et croissance. D'après cette courbe la relation entre dette et croissance se présente en une courbe en U inversée.

Figure 1: lien dette et croissance



Source : PATILLO C., POIRSON H. et RICCI L., *Dettes extérieures et croissance*, 2002

Dans un premier temps donc, les dettes ont des effets positifs sur l'expansion du pays, mais quand le ratio de la dette va au-delà du point A, tout nouvel emprunt ralentit la croissance même si l'encours de la dette continue d'exercer un effet positif sur la croissance. Le point A représente le niveau de la dette qui maximise la croissance. Quand la dette atteint le point B, la situation du pays s'aggrave, la dette va contribuer négativement à la croissance et que sa situation aurait été mieux s'il n'a pas recouru à l'emprunt. Le point B est défini, avec assurance par les auteurs, entre un ratio de la dette de 160% à 170% des exportations ou encore de 35% à 40% du PIB. Au-delà de ce niveau, la dette devient un vice pour l'expansion et la croissance du pays.

CARTON B. soutient la même idée, il affirme que, le lien entre la dette et le désendettement est double : à court terme, la dette soutient la demande et donc la croissance mais sur le long terme, le niveau élevé de l'endettement deviendra un blocage pour la croissance du pays. « *Trop de dette tue la croissance. Une dette élevée conduit à une forte taxation de qui décourage le travail et l'innovation* » et donc affaiblira l'investissement public, l'investissement privé ainsi que l'épargne. Il ajoute aussi que tout désendettement diminue la demande intérieure et nécessairement la production devra s'y ajuster donc la croissance sera touchée. SHEEDY (2013) déclare que pour empêcher qu'un désendettement soit contre-productif, il faut une politique monétaire qui limiterait le risque d'un cercle vicieux keynésien.

II.1.2 Le concept keynésien de la dette

L'approche keynésienne de la relation dette publique-croissance économique considère que l'impact des déficits publics - en d'autres termes, l'augmentation des dettes publiques sur la

croissance - est positif. Ainsi, et dans le cas d'une sous-activité, une augmentation des dépenses entièrement financées par les impôts, donc implicitement sans impact sur la dette publique, induit une augmentation équivalente du PIB («Balanced Budget Multiplier»). Selon l'approche keynésienne, une réduction des prélèvements fiscaux financés par la dette publique stimule la consommation à court terme. En effet, une réduction de la charge fiscale (non accompagnée d'une réduction des dépenses publiques actuelles ou futures) augmente le revenu disponible des ménages. La consommation, dans cette perspective keynésienne, étant une fonction proportionnelle de ce revenu, alors l'effet de l'augmentation de ce dernier sur la consommation est positif. L'augmentation des dépenses de consommation induira une augmentation de la demande globale, qui se traduira par une augmentation équivalente de l'offre d'équilibre du marché des biens et services. En définitive et toutes choses égales par ailleurs, le déficit budgétaire financé par la dette publique implique une augmentation de la production et des revenus.

Cependant, l'approche keynésienne de la dette ne peut être valable à moyen et long terme. En effet, cette approche caractérisée par l'hypothèse de la rigidité des prix et des salaires ainsi que celle de la myopie temporaire des agents économiques ne peut fonctionner que dans le cadre d'un raisonnement de courte durée. À long terme, les effets d'un déficit budgétaire menaçant la viabilité des finances publiques sont indéniablement négatifs. Il s'agit notamment d'une hausse des taux d'intérêt à long terme, due à une augmentation de l'offre de titres d'État mis sur le marché et à une augmentation des primes de risque. En outre, l'augmentation des charges d'intérêts résultant de l'aggravation du déficit budgétaire réduit les dépenses publiques productives et accroît la pression fiscale et parafiscale. En d'autres termes, la dette publique se traduit, à long terme, par une réduction de l'épargne qui induit une contraction de l'investissement. Cela affecte négativement l'offre et donc la production et les revenus.

Dans une logique de moyen et long terme, le canal de transmission de la dette sur la croissance se manifeste essentiellement par une réduction de l'investissement domestique et une contraction de l'activité du marché des capitaux. Cela réduit la production et les revenus en raison de la rareté du capital disponible dans l'économie. En conséquence, la productivité marginale du capital augmente, ce qui entraîne une hausse des taux d'intérêt. Parallèlement à cette augmentation du rendement du capital, la productivité du travail diminue, réduisant ainsi le taux de salaire réel dans l'économie et le revenu du travail. Par ailleurs, la baisse des investissements nets à l'étranger implique, d'une part, la réduction des revenus du capital des

résidents placés à l'étranger et, d'autre part, la baisse des exportations nettes et donc une augmentation du compte courant déficit. Il en résulte un déficit du compte courant qui induit une appréciation du taux de change et une détérioration de la compétitivité de l'économie nationale.

Dans le modèle keynésien de l'endettement public, l'approche globale et les effets multiplicateurs et accélérateurs sont des caractéristiques fondamentales de leur théorie. Dans cette approche, l'endettement favorisant la relance de la demande mondiale conduit par effet accélérateur à une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement, qui à son tour entraîne une augmentation de la production. Le déficit budgétaire, qui conduit par ses flux successifs à augmenter l'encours de la dette, produit l'expansion du cycle économique par la demande et l'investissement indépendant. Le déficit auquel correspond le prêt stimule la demande et permet de réduire le coût de son remboursement. Cet argument reste plausible tant que la sous-utilisation des ressources productives existe, selon la thèse keynésienne.

II.1.3 Le concept classique de la dette

Contrairement à l'approche keynésienne, la théorie de l'équivalence ricardienne avancée par Robert Barro (1974) soutient néanmoins la thèse d'un effet neutre de la dette publique sur la croissance économique. Selon cette approche, en finançant l'augmentation des dépenses publiques par le déficit, on peut s'attendre à ce que les impôts soient nécessairement augmentés pour servir ou rembourser la dette. En conséquence, les consommateurs et les entreprises augmentent leurs taux d'épargne afin de disposer de moyens suffisants pour compenser les futures charges fiscales. En revanche, les consommateurs rationnels perçoivent toute augmentation du déficit budgétaire actuel, due à une réduction de leur charge fiscale financée par la dette publique, comme une augmentation de leur future charge fiscale, toutes choses égales par ailleurs. En tenant compte de cette charge fiscale supplémentaire, les ménages ont tendance à maintenir leur comportement de consommation inchangé et préfèrent épargner l'intégralité de leurs économies fiscales pour faire face aux futurs prélèvements fiscaux liés au remboursement de la dette. Par conséquent, la diminution de l'épargne publique est entièrement compensée par une augmentation de l'épargne privée, qui laisse l'épargne nationale inchangée.

Lorsqu'ils traitent de la thèse de la proposition d'équivalence ricardienne, les économistes se réfèrent souvent aux idées fondamentales de la contrainte budgétaire inter-temporelle du gouvernement et de l'hypothèse du revenu permanent (Elmendorf et Mankiw (1998) et Ricciuti

(2003)). Pour la contrainte budgétaire intertemporelle du gouvernement, on suppose que pour des dépenses publiques inchangées, un faible niveau d'imposition actuelle signifie une augmentation plus élevée des impôts futurs. En d'autres termes, les ménages perçoivent que toute réduction actuelle de leur charge fiscale implique un report partiel de cette charge à l'avenir. Quant à l'hypothèse du revenu permanent, elle prévoit que les ménages déterminent leur niveau de consommation non pas sur la base de leur revenu courant mais plutôt sur la base de leur revenu permanent. Cette dernière est fonction de la valeur actuelle de l'ensemble des revenus courants nets d'impôts. Puisqu'une réduction d'impôt qui sera financée par l'endettement n'affecte pas la valeur actualisée de la charge fiscale des ménages, elle n'aura aucun impact ni sur leur revenu permanent ni sur leur consommation courante.

II.1.4 La conception de l'école des attentes rationnelles face à l'endettement

Il faut donc noter que Barro expose sa théorie à l'aide d'un outil appelé fonctions d'utilité intertemporelles à générations imbriquées, appelé principe d'équivalence ricardienne. La paternité revient à Ricardo mais le principe est attribué à Barro (1974). Il approfondit la thèse de Ricardo en combinant les thèmes des expulsions et de l'anticipation rationnelle. Selon lui, si le gouvernement finance une augmentation des dépenses publiques en recourant à l'emprunt (cher aux keynésiens), ou s'il abaisse les impôts en laissant inchangées les dépenses publiques et la masse monétaire, le public anticipera les augmentations des impôts qui seront est tenu par la suite de payer les intérêts sur la dette accrue et de rembourser le principal. De ce fait, les agents savent a priori que ces deux modes de financement sont le recours aux déficits publics; ils savent aussi que cela augmentera la dette publique et utilisera la taxe inflationniste. L'accumulation d'inflation à long terme et l'augmentation des impôts finiront par rendre l'État moins crédible. Les agents prépareront donc la future purge fiscale. Ils augmenteront leurs économies actuelles en prévision des futures augmentations fiscales et ne se considéreront pas plus riches après la mise en œuvre de la politique de relance. En conséquence, cette politique suivie par le gouvernement n'aura aucun effet stimulant sur l'économie, quelles que soient les modalités de financement des déficits; les effets à long terme sont équivalents. Cette proposition générale signifie donc la neutralité de la dette publique à long terme (multiplicateur budgétaire et budgétaire tendant vers zéro).

II.2 REVUE EMPIRIQUE

Différents auteurs ont mené des études sur ce plan, dans le sens du lien entre dette et développement économique. En effet, le lien entre le degré d'endettement et certaines variables macroéconomiques a fait l'objet de recherches économétriques bien que la plupart d'entre elles ne traitent pas spécifiquement du cas du Cameroun.

Dans un document de travail du FMI, Pattillo et al. (2002) analysent l'effet du fardeau de la dette sur les économies en développement. Leurs travaux empiriques couvrent 93 pays en développement entre 1969 et 1998. Ils estiment des régressions linéaires et non linéaires contrôlant un ensemble de variables communes dans la littérature sur la croissance, notamment l'ouverture commerciale, l'éducation, la population et le budget de l'État. Pour des raisons de robustesse, ils utilisent quatre définitions différentes du fardeau de la dette, à savoir les ratios des valeurs actualisées nominales et nettes de la dette extérieure sur les exportations et le produit intérieur brut. Ils font des estimations par les moindres carrés ordinaires, les moindres carrés à deux degrés, les effets fixes et la méthode généralisée des moments système, et leurs résultats sont convenablement cohérents partout. En résumé, ils constatent que pour un pays avec une dette moyenne, doubler le taux d'endettement réduirait la croissance annuelle par habitant de moitié et un point de pourcentage. Ils constatent que l'impact moyen de la dette ne devient négatif que pour des taux d'endettement supérieurs à 160-170% des exportations ou 35-40% du produit intérieur brut, et que l'impact marginal de la dette commence à devenir négatif à environ la moitié de ces niveaux. Leurs résultats sont robustes aux différents échantillons de longueur de période, à l'inclusion des effets de temps et à la suppression de l'investissement comme variable de contrôle et aux valeurs aberrantes des observations. La suppression de l'investissement en tant que variable explicative implique également que des niveaux d'endettement élevés semblent réduire la croissance en réduisant davantage l'efficacité des investissements que le volume des investissements.

Senadza et coll. (2017) ont réalisé une évaluation empirique de la dette extérieure et de la relation de croissance économique pour 39 pays d'Afrique subsaharienne pour la période 1990-2013. Ils ont utilisé une méthodologie de système GMM. En plus de trouver des preuves d'un impact négatif de la dette extérieure sur la croissance, ils n'ont également trouvé aucune preuve d'une relation non linéaire entre la dette et la croissance. En outre, ils ont constaté que le revenu factice par habitant n'est pas significatif, ce qui signifie qu'être riche ou pauvre en ASS ne change rien au discours selon lequel la dette extérieure entrave la croissance économique. Dans un autre document de travail du FMI, Clements et al. (2003) cherchent à analyser les canaux

par lesquels la dette extérieure affecte la croissance économique dans les pays à faible revenu. Ils estiment une équation de croissance sous forme réduite pour 55 pays à faible revenu de 1970 à 1999, en utilisant à la fois des effets fixes et une méthode systématique des moments. Comme leurs collègues du FMI, Pattillo et al. (2002), Clements et al. (2003) ajustent leur échantillon à des moyennes sur 3 ans pour compenser les fluctuations à court terme et essaient également quatre définitions différentes du fardeau de la dette (dette nominale sur les exportations et le produit intérieur brut, et dette courante en valeur nette sur les exportations et le produit intérieur brut). Les procédures d'estimation et les quatre définitions du fardeau de la dette donnent des résultats globalement similaires. À savoir, leurs résultats d'estimation soutiennent l'hypothèse de surendettement; cependant, ils estiment un seuil d'endettement pour les exportations de 100 à 105% et un seuil d'endettement pour le produit intérieur brut de 20 à 25%.

Siddique et coll. (2015), utilisant des données de panel, a révélé qu'il existe une causalité à court et à long terme allant du service de la dette extérieure au PIB pour la période 1970-2007 pour les pays pauvres très endettés (PPTE). De même Hameed et al. (2008) analysent la relation entre la dette extérieure et la croissance économique au Pakistan. À l'aide d'un modèle de fonction de production pour les données historiques sur le produit intérieur brut, le service de la dette, le stock de capital et la population active de 1970 à 2003, l'étude examine les effets dynamiques de ces variables sur la performance économique. Plusieurs procédures de co-intégration ont été utilisées pour identifier les relations à long terme entre les variables. La relation à long terme montre que le service de la dette affecte négativement le produit intérieur brut, probablement en raison de ses effets négatifs sur la productivité du capital et du travail. La causalité de Granger a également été estimée à l'aide d'un modèle de correction d'erreur vectorielle, et indique en outre que la causalité négative à court et à long terme va du service de la dette au produit intérieur brut.

Fosu (1999) étudie l'effet de la dette extérieure sur la croissance de 35 pays d'Afrique subsaharienne en utilisant les données de la Banque mondiale pour la période 1980 à 1990. En régressant la croissance du PIB sur les taux de croissance de la main-d'œuvre, du capital, des exportations et de la dette extérieure, Fosu montre que l'encours net de la dette a un effet négatif sur la croissance économique (pour des niveaux donnés d'intrants de production). En outre, il constate également que la croissance dans ces pays d'Afrique subsaharienne aurait été 50% plus élevée au cours de la période d'étude s'il n'y avait pas eu d'endettement. Fosu trouve également

peu de preuves d'une corrélation négative entre la dette extérieure et les niveaux d'investissement.

De même, Faini et de Melo (1990) évaluent le succès des programmes d'ajustement aux pays en développement soutenus par des prêts de la Banque mondiale et du FMI, qui se concentrent sur une série de réformes microéconomiques pour assurer une amélioration de l'offre. Tout en poursuivant simultanément une forte dépréciation du taux de change réel. Les auteurs constatent que le lourd fardeau de la dette extérieure, combiné à l'instabilité macroéconomique, entrave l'investissement dans les pays en développement. Ils font valoir que pour que ces plans d'ajustement aboutissent aux niveaux d'investissement nécessaires à leur réussite, un allègement adéquat de la dette extérieure est nécessaire. Fry (1989) examine l'effet de l'accumulation de la dette extérieure sur le solde du compte courant en utilisant les données de 28 pays identifiés comme lourdement endettés envers la Banque mondiale en 1986. Il soutient que, comme tant qu'une augmentation de la dette extérieure augmente moins l'investissement tandis qu'elle augmente l'épargne - ou réduit davantage l'investissement qu'elle ne réduit l'épargne - alors le compte courant entrera dans un état d'équilibre avec un ratio soutenable de la dette extérieure au produit national brut. En particulier, Fry identifie la dette publique et garantie par l'État comme réduisant davantage l'épargne que l'investissement, aggravant ainsi le déficit du compte courant au fil du temps.

Dans une étude sur le rôle de la dette extérieure dans le financement du développement économique des pays MENA Tarek Ben Ali, Ahmed Zidi (2013) montre l'existence d'un seuil optimal au-delà duquel la dette extérieure ralentit. Croissance économique (existence d'une courbe de Laffer de la dette). Pour la région MENA, ils concluent que la dette extérieure en elle-même n'est pas un obstacle au développement lorsqu'elle est contenue dans des limites raisonnables; au contraire, elle peut aider ces pays à consolider leur croissance. En outre, une augmentation du service de la dette a un impact négatif sur la croissance économique et le canal de transmission de cet impact passe par la qualité des investissements et le fardeau de la dette. Les résultats montrent également qu'il existe une relation non linéaire entre la dette et la croissance, c'est-à-dire qu'il existe un seuil critique qui rendrait la croissance négative. Ce seuil, qui correspond à l'impact marginal de la dette sur la croissance, est de 60% du PIB. De même, Kasidi et Said (2013) ont utilisé la co-intégration et la correction d'erreur vectorielle pour examiner le lien entre la dette extérieure et la croissance en Tanzanie de 1990 à 2010. Leurs

conclusions sont que la dette extérieure influe positivement sur la croissance tandis que le paiement du service de la dette affecte négativement la croissance.

Contrairement aux résultats ci-dessus, Jayaraman et Lau (2009) constatent que des niveaux d'endettement plus élevés peuvent encourager une croissance économique plus élevée. Leur étude concerne six pays insulaires du Pacifique entre 1988 et 2004 et se fonde sur la régression du stock de la dette extérieure, des exportations et du déficit budgétaire (le tout en pourcentage du produit intérieur brut) par rapport au produit intérieur brut. Jayaraman et Lau estiment qu'un modèle de régression du groupe d'experts signifie les moindres carrés ordinaires entièrement modifiés et constatent qu'une augmentation de 1% de l'encours de la dette extérieure entraîne une augmentation de 0,25% de la production nationale. Jayaraman et Lau testent également la causalité en utilisant un modèle de correction d'erreur vectorielle basé sur un panel avec un terme de correction d'erreur dynamique et constatent qu'il n'y a pas de relation causale de Granger entre le produit national. Dette brute réelle et dette extérieure à long terme, une relation causale importante allant de la dette extérieure au produit intérieur brut à court terme. Matuka et Asafo (2018) ont utilisé une approche de co-intégration et de correction d'erreurs de Johansen pour estimer l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique au Ghana de 1970 à 2017. Ils ont constaté que les entrées de dette extérieure avaient stimulé la croissance économique à court et à long terme. En outre, il existe des signes de surendettement, de surpeuplement et d'effet non linéaire de la dette extérieure sur la croissance économique au Ghana.

Clements et coll. (2003) cherchent également à examiner la relation entre l'investissement et l'augmentation de la croissance par habitant. Ils décomposent d'abord la variable de contrôle des investissements dans leur équation de croissance initiale en investissements privés et publics, et constatent que c'est l'investissement public qui a un impact sur la croissance dans les pays à faible revenu. Ils effectuent ensuite une régression distincte avec l'investissement public comme variable dépendante et évaluent l'impact du service de la dette sur celui-ci. Pour l'essentiel, ils concluent qu'une réduction du service de la dette d'environ 6 points de pourcentage du produit intérieur brut augmenterait l'investissement public entre 0,75 et 1 point de pourcentage du produit intérieur brut, augmentant ainsi la croissance du revenu par habitant d'environ 0,2 point de pourcentage.

Dans une autre étude portant sur un seul pays, Adegbite et al. (2008) étudient l'impact de l'énorme stock de dette extérieure du Nigéria sur sa croissance économique entre 1975 et 2005.

Ils utilisent un modèle de croissance néoclassique de type Solow pour régresser le ratio de la dette extérieure au produit intérieur brut (ainsi que plusieurs autres et facteurs externes). Variables sectorielles exogènes) par rapport au taux de croissance annuel du produit intérieur brut. En utilisant à la fois les moindres carrés ordinaires et généralisés et en estimant les relations linéaires et non linéaires, ils étudient la théorie du surendettement du Nigéria. Leurs résultats montrent que la dette extérieure contribue positivement à la croissance jusqu'à un certain point, après quoi sa contribution devient négative. Ils étudient également l'effet «d'éviction» du service de la dette en régressant les exigences du service de la dette par rapport à l'investissement privé et constatent que le lourd fardeau de la dette du Nigeria «évince» l'investissement. Privé.

Dans le même esprit, Sulaiman et Azeez (2012) ont construit un modèle sur-paramétré avec le PIB comme variable endogène et la dette extérieure, le ratio de la dette extérieure, le taux de change et l'inflation comme variables exogènes. Le test de co-intégration met en évidence une relation à long terme tandis que l'approche de correction d'erreur détermine qu'il y a un impact positif de la dette extérieure sur la croissance économique. Hofman et Reisen (1991) comparent les réponses au surendettement des pays confrontés à des contraintes de liquidité à ceux qui ont accès à de nouvelles opportunités d'investissement. Ils estiment qu'une réduction directe de la dette du créancier donnerait une plus grande impulsion à la nation débitrice qu'un nouvel investissement, mais notez que les pays à liquidité limitée ont besoin de nouvelles sources de financement afin de tirer parti des opportunités. Un investissement rentable quand ils surviennent. Ils concluent que dans de telles circonstances, la réduction de l'encours de la dette extérieure sans compensation par de nouveaux prêts ne conduira pas à une amélioration tangible de l'investissement.

Ce chapitre a eu pour but de présenter la clarification des concepts et de montrer d'une part les théories qui soutiennent la dette extérieure, celles qui soutiennent la croissance économique et d'autre part, de montrer empiriquement les travaux antérieurs ayant montré les influences de la dette extérieure sur la croissance économique. Plusieurs auteurs sont arrivés à des points de vue divergents. Certains ont montré que la dette extérieure a une influence positive et significative sur la croissance économique, tandis que d'autres constatent un effet négatif de la dette extérieure sur la croissance économique. Après avoir revu la littérature, le chapitre suivant sera destiné à la présentation des états des lieux.

CHAPITRE II ETAT DES LIEUX DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU CAMEROUN

La dette publique externe est un élément essentiel du financement extérieur. Elle permet au Cameroun d'effectuer les tâches non couvertes par les ressources internes qui sont souvent dénoncées pour son insuffisance. Avoir un aperçu de la situation de la dette publique externe du Cameroun est primordial avant de se prononcer sur ses effets sur la croissance économique de Cameroun. L'objet de ce chapitre y est relatif. L'évolution de l'encours de la dette publique, le service de la dette. Il exposera la répartition de la dette selon les bailleurs de fonds ainsi que la soutenabilité, les ratios et les origines de la dette publique du Cameroun il se terminera avec situation économique du Cameroun.

SECTION I : SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE

Dans cette section nous allons procéder à la présentation de la dette globale extérieure cela se fera dans un premier temps par la présentation de l'encours de la dette extérieure et du service de la dette extérieure, ressorti les différents ratios de solvabilité.

I.1 Evolution globale de la dette extérieure

I.1.1 Evolution de l'encours de la dette extérieure

En se focalisant sur la dette extérieure du Cameroun, on constate qu'elle a connu une progression constante au fil des années. En effet, son encours total est passé de 260,3 millions de dollars en 1971 à 1 485 millions en 1980 et 2 674 millions de dollars en 1981, représentant ainsi environ 10 fois le volume des dettes de l'année 1971.

1971 et 1981, l'accélération modérée de la dette extérieure camerounaise comparativement aux autres pays de même niveau de développement, traduit la prudence de la politique économique du Cameroun à faire de l'endettement extérieur, un élément déterminant du financement de son développement. Si jusqu'au début des années 80, le Cameroun a toujours pratiqué une politique prudente d'endettement extérieur, il faut reconnaître qu'au milieu des mêmes années, la situation de la dette s'est profondément modifiée, en raison des difficultés de trésorerie face aux besoins grandissants, qui ont astreint l'Etat à recourir aux sources de financement extérieurs, en l'occurrence aux crédits des banques commerciales, consentis généralement aux conditions du marché. L'encours total de la dette extérieure s'est ainsi accru, passant de 2 262 millions de

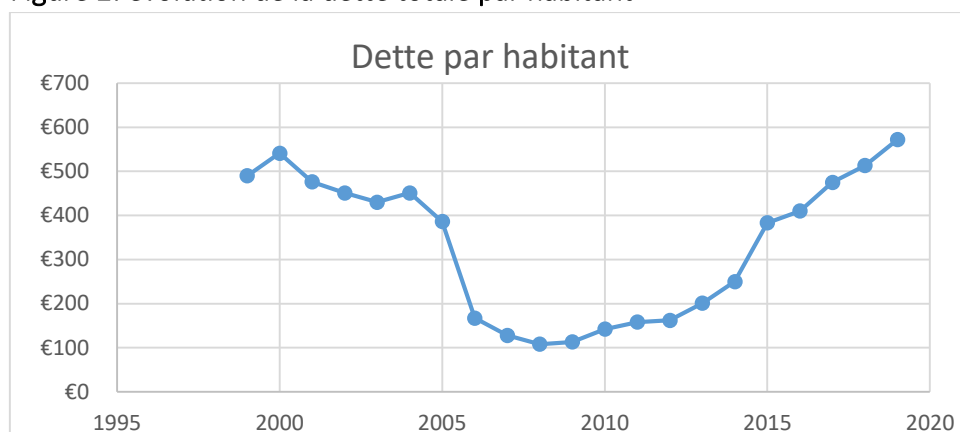
dollars en 1985 à 4 592 millions en 1990 et 6 473 millions en 1992, soit un taux de progression d'environ 46 %. Entre 1993 et 1998, cet encours a continué à croître très fortement, passant de 6 985 millions de dollars en 1993 à 7 427 millions en 1997, pour se chiffrer à 7 091 millions de dollars en 1999. Cette croissance a été très significative à partir de 1994 suite à la dévaluation du franc CFA par rapport au franc français, la quasi-totalité des prêts étant libellés en devises. L'accroissement de l'encours de la dette extérieure à partir de 1993 s'explique également par les effets conjugués des nouveaux engagements de l'Etat et des retards de paiement envers certains créanciers, notamment les pays non participants au Club de Paris et ceux du Club de Londres. Tout au long de la période, la dette bilatérale a occupé une place très prépondérante avec une part moyenne de 72,2 % de l'encours total sur les trois dernières années de l'étude. Quant à la dette multilatérale, son encours est passé de 1 412 millions de dollars en 1996 à 1 536,8 millions en 1999.

encours de la dette publique 2015 – 2018 Au 31 décembre 2015, l'encours de la dette publique et à garantie publique représente 26,5% du PIB, soit 4 844 milliards de FCFA, composé de (i) 72,1% de dette extérieure (3 492 milliards de FCFA, soit 19,1% du PIB), (ii) 26,3% de dette intérieure (1 272 milliards de FCFA, soit 7,0% du PIB) et (iii) 1,7% de dette avalisée (80 milliards de FCFA, soit 0,4% du PIB). A fin 2016, du fait des tirages effectués pour la réalisation de nombreux projets, cet encours a connu une augmentation de 10,1% en glissement annuel pour s'établir à 5 332 milliards de FCFA équivalent à 27,9% du PIB. Il était composé de 74,3% de dette extérieure (3 961 milliards de FCFA), 24,5% de dette intérieure (1304 milliards FCFA) et 1,2% de dette avalisée (66 milliards de FCFA). A fin 2017, l'encours de la dette publique et à garantie publique évalué à 6 255 milliards de FCFA (30,8% du PIB), enregistre une augmentation de 17,3% en glissement annuel. Cette évolution s'explique par les tirages effectués dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures et le remboursement du capital dû au cours de l'exercice 2017. En termes de répartition, il se constitue de 73,9% de dette extérieure (4 625 milliards de FCFA, soit 22,8% du PIB), 23,2% de dette intérieure (1 578 milliards de FCFA, soit 7,8% du PIB) et 0,8% de dette garantie par l'Etat (52 milliards de FCFA, soit 0,3% du PIB). Au 31 août 2018, l'encours de la dette publique et à garantie publique est de 6 834 milliards de FCFA (33,1% du PIB). En termes d'évaluation, cet encours a connu une augmentation de 27,1% par rapport au 31 août 2017, du fait principalement (i) des décaissements des appuis budgétaires obtenus dans le cadre du Programme Economique et Financier (PEF) encours (472 milliards de FCFA sur la période) ; (ii) de l'accélération des décaissements pour la réalisation des travaux des grands projets d'infrastructures ; (iii) de la

consolidation en décembre dernier, des avances statutaires (instrument de court terme), en un prêt de longue maturité (577 milliards de FCFA). En terme de composition, il est constitué de 76,5% de dette extérieure (5 226 milliards de FCFA, soit 25,3% du PIB), 22,9% de dette intérieure (1 562 milliards de FCFA, soit 7,6% du PIB) et 0,7% de dette avalisée (46 milliards de FCFA, soit 0,2% du PIB). La projection au 31 décembre 2018, fait ressortir un encours de la dette publique et à garantie publique (hors Restes à Payer /arriérés intérieurs et remboursements des crédits TVA) de 7 131 milliards de FCFA (33,5% du PIB), soit une augmentation de l'ordre de 14,0% par rapport à fin 2017. En marge des raisons justifiant l'augmentation au 31 août 2018, évoquées ci-dessus, cette évolution s'explique également par les nouveaux décaissements potentiels pour le quatrième trimestre 2018, estimés à 289 milliards de FCFA sur la base des appels des fonds non encore exécutés, y compris la troisième tranche de la Facilité Elargie de Crédit (43,6 milliards de FCFA) à décaisser auprès du FMI au terme de la troisième revue du PEF. Sa composition serait alors de 76,5% de dette extérieure (5 456 milliards de FCFA), de 22,9% de dette intérieure (1 634 milliards de FCFA) et de 0,6% de dette avalisée (41 milliards de FCFA). Evalué au 30 juin 2020, l'encours de la dette extérieure de l'Administration Centrale porte sur 6 683 milliards de FCFA, (soit 30,0% du PIB), en légère baisse de 0,3% par rapport au mois précédent et en hausse de 12,6% en glissement annuel. Cet encours est principalement constitué de la dette bilatérale (3045 milliards de FCFA, soit 33,2% de la dette directe de l'Administration Centrale), de la dette multilatérale pour 2 634 milliards de FCFA, (soit 28,7% de la dette directe de l'Administration Centrale) et de la dette commerciale, estimée à 1 003 milliards de FCFA. Le Comité national de la dette publique (CND) du Cameroun informe qu'au cours de l'exercice 2019, il a régulièrement tenu ses sessions et a veillé à la soutenabilité et à la viabilité de l'endettement public du pays.

Ainsi, indique le CND, au 31 décembre 2019, l'encours de la dette publique et à garantie publique du Cameroun est actualisé à 8 650 milliards FCFA, soit 38,3% du PIB. Sans plus de détails, le CND précise que sur les 8 650 milliards FCFA, 6 671 milliards constituent la dette extérieure. Le reste, 1 979 milliards FCFA, forme la dette intérieure.

Figure 2: évolution de la dette totale par habitant



Source : banque mondiale

Sur cette figure on peut observer une hausse de la dette par tête de 1999 à 2000 ensuite une baisse de 2000 à 2008 cette baisse peut être dû à l'augmentation de la population camerounaise. Celle de 2009 à 2019 peut être due aux investissements, aux guerres du nord et du nord-ouest et de la dette qu'a reçu le Cameroun pour l'organisation de la CAN 2019.

Tableau 1 : Encours de la dette publique extérieure et structure par bailleur de fonds

Rubriques	30 Juin 2019 *	31 Décembre 2019 **	31 Jan 2020 ***	28 Fév 2020 ***	31 Mars 2020 ***	30 Avril 2020 ***	31 Mai 2020 ***	30 Juin 2020 ***
Montant en Milliards de FCFA								
Multilatéral	2 078	2 349	2 424	2 483	2 492	2 523	2 643	2 634
BAD	287,0	302,0	315,7	367,0	369,0	372,8	375,5	382,6
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>216,5</i>	<i>216,5</i>	<i>216,5</i>	<i>269,2</i>	<i>269,2</i>	<i>269,2</i>	<i>269,2</i>	<i>269,2</i>
BADEA	25,2	36,3	36,7	36,7	36,0	36,8	36,1	30,3
BDEAC	31,3	32,4	31,6	31,6	31,6	31,6	31,6	30,8
BID	122,4	154,8	159,8	161,6	165,6	169,1	177,3	176,0
BIRD	147,9	266,2	266,4	266,5	266,6	266,9	267,0	267,1
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>112,8</i>	<i>230,6</i>	<i>230,6</i>	<i>230,6</i>	<i>230,6</i>	<i>230,6</i>	<i>230,6</i>	<i>230,6</i>
FAD	373,3	382,8	387,0	391,9	386,4	389,7	383,7	382,1
FIDA	42,4	45,8	46,3	47,2	48,8	49,2	48,7	48,4
FMI	262,0	301,5	350,0	349,5	349,5	352,5	480,6	477,5
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>			350,0	349,5	349,5	352,5	346,5	344,3
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>							134,1	133,3
FS OPEP	16,4	15,9	16,1	16,0	15,5	15,2	14,9	14,8
IDA	731,6	768,0	771,4	772,5	781,1	797,2	785,6	783,5
UE	38,4	43,4	42,9	42,7	42,1	41,8	41,7	41,2
Bilatéral	2 742	3 017	3 025	3 023	3 052	3 101	3 052	3 045
ALLEMAGNE	17,0	16,8	16,8	16,8	16,8	16,8	16,8	16,8
Belgique	9,4	9,1	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9
Espagne	4,3	3,7	3,6	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
FRANCE	744,7	805,8	806,3	807,2	811,9	813,9	816,8	827,1
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>131,2</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>	<i>196,8</i>
<i>dont C2D</i>	<i>219,5</i>	<i>194,4</i>	<i>194,4</i>	<i>194,4</i>	<i>194,4</i>	<i>194,4</i>	<i>194,4</i>	<i>194,4</i>
Japon	46,6	51,1	52,1	54,4	53,7	56,0	55,8	55,6
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	33,9	37,3	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	32,8
SUISSE	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7
ARABIE SAOUDITE	6,5	6,2	6,3	6,3	6,1	6,1	5,8	5,7
Chine	1 714,5	1 903,9	1 907,5	1 905,7	1 931,7	1 970,0	1 923,7	1 907,4
Corée du Sud	31,7	32,3	32,6	32,3	32,8	33,8	32,3	32,3
Turquie	94,1	107,5	112,2	106,6	105,9	108,2	105,9	104,8
INDE	25,9	29,9	30,3	33,8	33,5	36,3	34,8	38,5
KOWEÏT	12,8	12,1	12,5	12,3	12,1	12,3	11,7	11,6
Commercial	1 114	1 032	1 033	1 013	1 016	1 021	1 009	1 003
Bank of China	111,2	130,3	136,5	133,2	135,8	146,8	143,7	145,4
Belfius	56,6	60,5	61,6	61,0	61,0	62,5	61,9	61,9
BMCE Bank	19,7	19,7	19,7	19,7	19,7	17,5	17,5	17,5
Commercial-eurobond	450,4	450,4	450,4	450,4	450,4	450,4	450,4	450,4
Commerz bank Allemagne	8,2	8,3	8,4	8,4	8,4	8,5	8,4	8,3
Deutsche banque Espagne	47,5	44,7	44,7	42,6	42,6	42,1	39,8	39,8
Inter Islamic trade Finance Corporation	64,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INTESA SANPAOLO SPA	139,9	122,0	114,9	114,9	114,9	111,6	111,6	104,5
NR ECOM	23,7	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4
Polytechnologie/Chine	71,2	60,8	60,8	50,5	50,5	50,5	50,5	50,5
Raiffeisen Bank Inter AG	5,4	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9
Société Générale	52,7	47,0	47,3	44,0	43,8	42,6	41,0	40,7
Standard Chartered Londres	63,3	70,4	70,4	70,4	70,4	69,9	65,9	65,9
Total Général	5 935	6 398	6 482	6 520	6 560	6 645	6 703	6 683

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

Il ressort de ce tableau que la dette extérieure bilatérale est composée en majorité de la dette envers la Chine qui détient 62,6% de la dette bilatérale et 28,5% de la dette extérieure totale.

Elle est suivie de la France avec 12,3% de la dette totale. La dette due à la France est constituée de 23,8% d'appuis budgétaires mobilisés dans le cadre du PEF en cours et 23,5% de dette consolidée au titre du C2D.

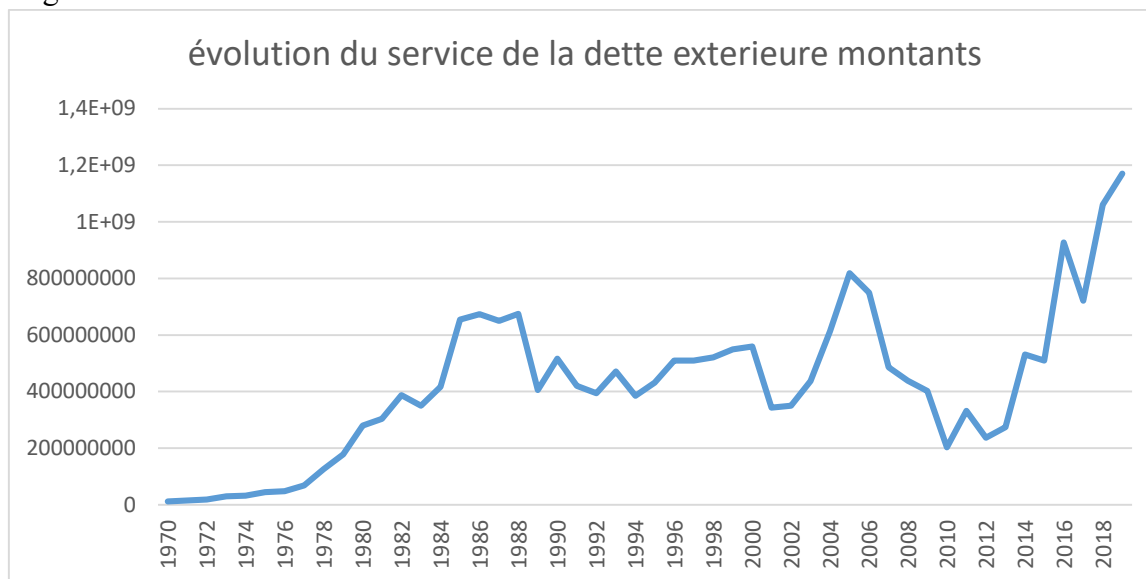
Pour ce qui est de la dette envers les multilatéraux, elle est principalement due au Groupe Banque mondiale (IDA et BIRD, représentant 39,9% de la dette multilatérale et 15,7% de la dette extérieure totale), et au Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD et FAD) qui représente 29% de la dette multilatérale, et 11,4% de la dette extérieure totale. Dans la catégorie des créanciers commerciaux, l'eurobond émis en 2015, et dont le remboursement est prévu de 2023 à 2025, constitue la rubrique de dette la plus significative de cette catégorie, avec une proportion de 44,9% de la dette commerciale.

I.1.2 Evolution du service de la dette extérieure

En juin 2020, le service de la dette extérieure réglé par l'Etat est évalué à 22,5 milliards de FCFA, dont 19,1 milliards de FCFA de principal et 3,4 milliards de FCFA d'intérêts et commissions. Ce service a été principalement payé aux bailleurs de fonds multilatéraux à hauteur de 52% et aux créanciers commerciaux, pour 36,4% du service extérieur total.

Sur la période allant de janvier 2015 à août 2018, l'apurement de la dette publique due aux créanciers de l'Etat a porté sur un montant global de 2 039,1 milliards de FCFA, soit une moyenne annuelle de 509,8 milliards de FCFA. Ce service effectif se décompose en remboursement du principal pour un montant de 1 570,7 milliards de FCFA et en paiement des intérêts pour 468,4 milliards de FCFA, dont respectivement 350,4 milliards de FCFA et 112,4 milliards de FCFA pour le principal et les intérêts payés entre janvier et août 2018.

Figure 3: L'évolution du service de la dette:



Source :Banque mondiale

De ce tableau, on observe une croissance du service de la dette dans les années 70 à 80 en suite de 2012 à 2019. Il en ressort de même que sur la période observée (de 1970 à 2019), le CAMEROUN a assuré en moyenne un service annuel de dette de 433336129,9. Pareillement à l'encours, le service de la dette a subitement été multiplié par 33 en 1994 (du fait de la dévaluation) et a continué à croître progressivement jusqu'en 2000 où il atteint un pic 559663725,8 millions de dollars et baisse en 2001. Mais à partir de 2001, la tendance est à la hausse jusqu'à 2005 de 2005 la tendance est à la baisse grâce aux réaménagements obtenus auprès des créanciers. Depuis 2010 le service de la dette extérieure du Cameroun ne cesse de croître jusqu'à 2020.

I.2. Evolution des ratios d'endettement au Cameroun

Pour apprécier la charge de la dette d'un pays, on utilise généralement un certain nombre de ratios, dont le ratio service de la dette/recettes d'exportations. Ce ratio permet de déterminer l'importance des recettes d'exportations nécessaires pour assurer le remboursement tant du principal que des intérêts. Le principal intérêt de cet indicateur est qu'il constitue un indice de rigidité de la balance des paiements d'un pays en courte période. Plus ce ratio est élevé, plus l'ajustement est nécessaire pour compenser l'évolution défavorable. Le seuil de 20 % est considéré comme fatidique et traduit une situation potentiellement dangereuse. Etant donné qu'il s'agit simplement d'un ratio de liquidité, sa valeur à elle seule ne permet pas d'apprécier

le poids de la charge de la dette pour l'emprunteur. Il devient utile de lui adjoindre d'autres ratios :

Le ratio service de la dette extérieure/recettes publiques, qui mesure la capacité du gouvernement à financer le service de la dette au moyen de ses ressources propres; Le ratio encours de la dette extérieure/exportations, qui traduit le nombre d'années de recettes d'exportations nécessaires pour rembourser le stock de la dette; Le ratio encours de la **dette extérieure/PIB**, qui mesure le niveau d'endettement extérieur à l'échelle de l'activité économique nationale, etc. quelques données statistiques du T permettent d'observer de façon générale que les indicateurs de la dette atteignent des seuils intolérables à partir de 1990. Le ratio service effectif de la dette extérieure/exportations est passé de 9,4 % en 1990 à 28,2 % en 1996, 34,6 % en 1998, avant de retomber à 27,6 % en 1999. Le ratio du service effectif de la dette extérieure sur les recettes propres de l'Etat a connu une forte augmentation entre 1990 et 1999, traduisant ainsi une charge de plus en plus lourde de la dette extérieure sur le budget de l'Etat. L'encours dette extérieure/PIB dépasse le seuil d'intolérance de 50 % à partir de 1992 et connaît des niveaux élevés dépassant 100 % pour les années 1994, 1995 et 1996 imputable à la dévaluation du franc CFA par rapport au franc français.

Tableau 2 : Statistique récente des différents ratios.

Année	Encours de la dette extérieure en% du PIB			Service de la dette extérieure(en % des X)			Service de la dette extérieure(en % des recettes budgétaires)		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Cameroun	26,6	28,1	30,2	9,1	11,6	13,9	10,8	14,6	15,4

Sources : Administrations nationales et BEAC

L'ampleur de ce ratio démontre que la productivité moyenne des investissements financés sur fonds d'emprunt extérieur est inférieure au taux d'intérêt des prêts contractés. Dans ces conditions, tout porte à croire que le processus d'endettement du Cameroun conduit paradoxalement à la réduction du revenu national réel. Cette assertion n'enlève en rien le rôle de la dette dans le processus de la croissance, mais indique tout simplement qu'il n'existe pas

de liaisons fixes entre la croissance du produit et l'investissement. Les ratios d'endettement, bien que régulièrement en baisse depuis le début du programme d'ajustement structurel renforcé, montre que le poids de la dette reste encore élevé. Ce fardeau continuera d'être un handicap sérieux aux efforts déployés par le Gouvernement pour promouvoir le développement économique en général et pour lutter contre la pauvreté en particulier.

I.3 Les origines de la crise d'endettement du Cameroun

Comme beaucoup d'autres problèmes, l'actuelle crise de la dette camerounaise est l'aboutissement d'un long processus d'incubation. Ses racines sont pour une large part ancrées dans la structure de l'économie mondiale moderne, caractérisée par des rapports d'inégalité et de dépendance économiques entre les pays et les régions. Mais les germes les plus récents n'avaient pas été semés avant le début des années 70, lorsque l'ensemble des pays en développement avaient quintuplé leurs emprunts à long terme à l'étranger. Dans un contexte difficile comme celui de l'Afrique subsaharienne, le Cameroun a toujours connu un développement économique assez fort (du moins jusqu'au début de 1985) comparativement aux autres pays d'Afrique en paix. En effet, dans les années qui ont suivi l'indépendance (1965-70) une période de troubles politiques, l'économie camerounaise a progressé à un rythme relativement soutenu (6 % en volume) grâce à l'expansion de la production agricole exportable, au développement des activités forestières et à la mise en place d'une industrie de substitution à l'importation bénéficiant de l'élargissement du marché intérieur et des potentialités ouvertes par le traité de l'UDEAC. Les équilibres extérieurs étaient assurés par le maintien d'une balance commerciale excédentaire. Durant la période 1971-76 qui a coïncidé avec l'exécution du III^e Plan Quinquennal, la croissance économique a connu un ralentissement avec environ 2,5 % d'accroissement moyen annuel du produit intérieur brut sur la période.⁷ De 1978 à 1986, le Cameroun a bénéficié d'une croissance économique soutenue et équilibrée d'environ 7 % l'an, grâce à la mise en exploitation des ressources pétrolières à partir de 1978. L'observation de certains indicateurs comme le solde des paiements courants, le taux de croissance du PIB, et les niveaux des prix, nous montrent que les difficultés économiques et financières que connaît le Cameroun ne sont pas récentes. En effet, le solde de ses opérations courantes a toujours été déficitaire depuis 1977. Globalement, le solde du compte courant en pourcentage de la production intérieure brute est passé de - 8,77 % en 1983 à -11,13 % en 1985, après avoir connu une nette amélioration en 1984.

En raison notamment de l'aisance avec laquelle le pays a pu drainer l'épargne extérieure, cette situation a pu être soutenue jusqu'en 1984, masquant ainsi les signes d'un déséquilibre latent si l'on se réfère à la structure du commerce extérieur, caractérisée par une forte proportion d'importations de biens et services de première nécessité destinés à la consommation et à l'investissement et par un taux élevé d'exportations des produits primaires ou à faible contenu technologique, dont les prix sont mal maîtrisés. En conséquence, le pays se trouve tributaire des variations des termes de l'échange et de la volonté des créanciers extérieurs de fournir les ressources nécessaires pour couvrir les besoins de financement. A côté de la faiblesse structurelle de sa balance des paiements, l'économie camerounaise possède une base productive moins large et a généré des taux de croissance irréguliers à partir de 1986. Comme de nombreux pays africains au sud du Sahara, le Cameroun a connu des difficultés économiques et financières engendrées par des facteurs tant externes qu'internes; et les effets des chocs exogènes ont été amplifiés par la structure de l'économie dont les rigidités n'ont pas favorisé une adaptation rapide et appropriée aux chocs exogènes. L'économie camerounaise apparaît donc vulnérable en raison de sa structure dominée par un secteur prépondérant et très sensible aux fluctuations sur les marchés internationaux. L'intensité des chocs en provenance des marchés internationaux est principalement influencée par le comportement des prix des produits exportés et des variations du taux de change du franc CFA (à travers le franc français).

I.4 Une dette publique contrôlée mais improductive

Le taux d'endettement du Cameroun s'élevait à 36% du PIB en 2018 selon la Banque Mondiale. Il atteint 38% du PIB en 2019. Même si ce taux est loin du seuil de 70% du PIB tel que fixé par les Traités de la CEMAC, et qu'il laisse entrevoir des marges de manœuvres pour de futurs endettements, il demeure néanmoins problématique. En effet, plus on se rapproche du seuil de 70% du PIB, davantage l'endettement devient une sérieuse menace voire un suicide économique. Depuis 2006, le Cameroun réussit à assurer son service de la dette sans grandes difficultés. C'est, en somme, l'argument avancé par les autorités locales. En effet, selon le directeur de la Caisse Autonome d'Amortissement : « De mars 2015 à mars 2016, le Cameroun a payé des intérêts sur sa dette publique pour 81 milliards FCFA ». Pour le seul premier trimestre 2016, ces intérêts ont avoisiné 29 milliards de FCFA, en hausse de 8 milliards FCFA par rapport à la même période en 2015. Cependant, on constate que les intérêts sur la dette constituent un véritable danger pour les générations futures du moment où les montants payés

sont assez colossaux et significatifs. Sur le long terme, l'Etat serait plus concentré sur le service de sa dette même s'il doit négliger le financement des secteurs clés comme l'éducation et la santé. Plus grave, l'Etat s'endette actuellement pour financer des investissements improductifs ou de type « éléphants blancs » selon les mots de l'ExConseiller Economique à la Présidence de la République du Cameroun. Par exemple, une dette de 75 milliards de CFA a été contractée pour offrir aux étudiants camerounais 500000 ordinateurs « Made In China ». Or, la création d'une usine locale d'assemblage d'ordinateurs aurait pu générer des emplois, contribuer à lutter contre le chômage des jeunes et surtout promouvoir le « Made In Cameroon ». Davantage, une dette a été contractée pour financer les stades qui accueilleront la Coupe d'Afrique des Nations en 2019 ce qui n'a pas été réalisé. Cependant, les camerounais ont été surpris de voir le pays importer des préfabriqués pour la construction de ces stades. Pourtant, des sociétés et des cimenteries locales pouvaient faire ce travail. Ceci aurait sans doute permis de créer plus d'emplois, d'éviter au pays une sortie excessive des devises et surtout de valoriser le savoir-faire local. En conclusion, les autorités camerounaises doivent urgemment revenir à l'orthodoxie relative à l'endettement. En effet, on ne s'endette que si et seulement si les retours sur investissement peuvent permettre de rembourser le capital emprunté ainsi que le paiement des intérêts y relatifs. Par conséquent, les autorités doivent s'assurer de la rentabilité de chaque investissement ou projet avant d'y injecter des fonds empruntés. Pour ce faire, une classification préalable des projets suivant les critères de rentabilité et de valeur ajoutée permettrait de supprimer des projets improductifs et d'avoir ainsi une allocation efficiente des ressources. De même, en utilisant majoritairement des entreprises nationales et locales dans la réalisation des projets financés grâce aux emprunts, le gouvernement pourrait indirectement mettre fin à l'évasion fiscale, à la fuite des capitaux, aux phénomènes de rétro-commissions, de surfacturation et surtout de détournements des fonds. On pourrait alors assister à la naissance d'un endettement vertueux, efficace et soucieux du bien-être des générations futures.

SECTION II : SITUATION ECONOMIQUE DU CAMEROUN

I-économie du Cameroun

L'économie du Cameroun est la plus diversifiée d'Afrique centrale, non seulement grâce à de nombreuses implantations étrangères mais aussi à de nombreux groupes nationaux. On retrouve dans le pays, des activités très variées notamment dans les secteurs forestiers et agricoles (cultures de rente et vivrières), les hydrocarbures, l'industrie autour des boissons,

sucrierie, huilerie, savonnerie, minoterie, aluminium, ciment, métallurgie, première transformation du bois, etc.

Au début des années 1980, le Cameroun était parmi les pays africains les plus prospères du point de vue économique. En effet, jusqu'en 1985 et pendant deux décennies de croissance régulière, l'économie camerounaise a enregistré des taux de croissance réels de l'ordre de 7 %. Les années suivantes furent marquées par une forte récession. Une des causes est la chute des cours du café, du cacao et du pétrole qui ont conduit à une détérioration des termes de l'échange.

Avec la crise qui se déclare en 1985, sanctionnée par la dévaluation du franc CFA en 1994, le gouvernement entreprend des mesures de relance économique et réalise, avec l'appui des bailleurs de fonds, des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel qui ont entraîné la mise en veilleuse des réflexions sur le moyen et le long terme.

Le Cameroun s'est engagé dans une politique visant à réduire sa dépendance à l'égard du secteur des hydrocarbures dans le cadre d'une stratégie de diversification de son économie actuellement dominée par le pétrole. L'objectif de cette politique est de faire en sorte que le pays devienne une économie émergente à l'horizon 2035.

Signataire depuis 2016 d'un accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne, le Cameroun a vu ses recettes douanières s'effondrer. En trois ans, les finances du pays ont cumulé des pertes s'élevant à 10,6 milliards de francs CFA (16 millions d'euros).

L'économie camerounaise représente aujourd'hui plus de 40 % du PIB de la CEMAC, et est la plus diversifiée de la région. Elle reste toutefois très dépendante de productions non transformées comme nous avons cité ci haut : hydrocarbures, produits agricoles (cacao, café, coton, huile de palme, etc.), bois, etc. Après une phase de décélération suite à la crise des matières premières de 2014, la croissance de l'économie camerounaise s'était légèrement raffermie en 2018 (4,1 % contre 3,5 % en 2017) avant de ralentir à nouveau en 2019 (3,7 %).

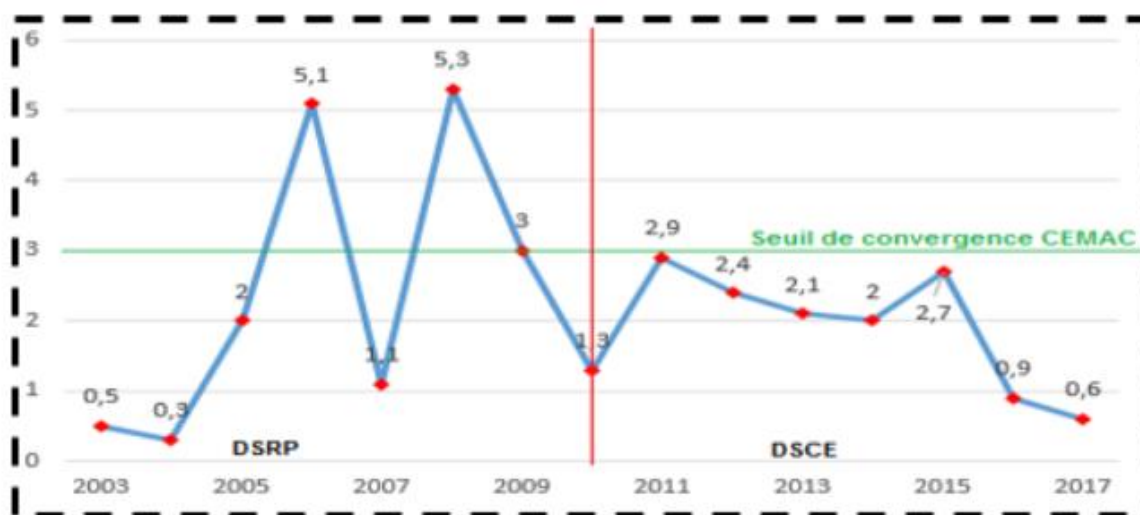
La production pétrolière est depuis de nombreuses années orientée à la baisse. Elle n'atteignait plus que 70 000 barils/jour en 2018. Des espoirs sont néanmoins placés dans la mise en exploitation des réserves de gaz. Un premier gisement de gaz naturel destiné à l'exportation, dont la capacité de production maximale en année pleine est estimée à 35 000 équivalent barils/jour, a été mis en exploitation en mars 2018 au large de Kribi. Un autre projet est actuellement à l'étude mais il ne devrait pas voir le jour avant plusieurs années. L'activité dans le secteur non-pétrolier est restée relativement dynamique malgré la crise mais son rythme de

croissance a sensiblement ralenti (3,7 % en 2019 contre 5,3 % en 2016) en raison de la persistance de conditions économiques difficiles (baisse de la commande publique, lenteurs dans le processus d'apurement des arriérés de paiement de l'État, dégradation des conditions sécuritaires et du climat des affaires). La croissance camerounaise a été tirée par l'investissement public, moyennant un endettement en augmentation rapide : la dette publique représentait 40,9 % du PIB en 2019 contre 21,5 % en 2014.

La crise sanitaire mondiale devrait avoir un impact important au Cameroun : le FMI a révisé sa prévision de croissance de 3,8 % à -3,5 % en 2020, contre une moyenne de -3,2 % pour l'Afrique subsaharienne. Le déficit budgétaire se creuserait à 4,5 % du PIB selon la loi finances rectificative adoptée au mois de juin et la balance des paiements, qui aurait dû se retrouver à l'équilibre, afficherait un déficit de 5,7 %. Le Gouvernement a présenté un plan de réponse socio-économique estimé à 479 Mds FCFA sur trois ans, dont 180 Mds en 2020.

Avec un PIB par tête atteignant 1 349 EUR en 2019, le Cameroun est considéré comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La croissance apparaît peu inclusive : le taux de pauvreté est passé de 39,9 % en 2007 à 37,5 % en 2014 (dernières données disponibles), soit un taux comparable à celui des PMA.

Figure 4 : l'évolution du taux d'inflation

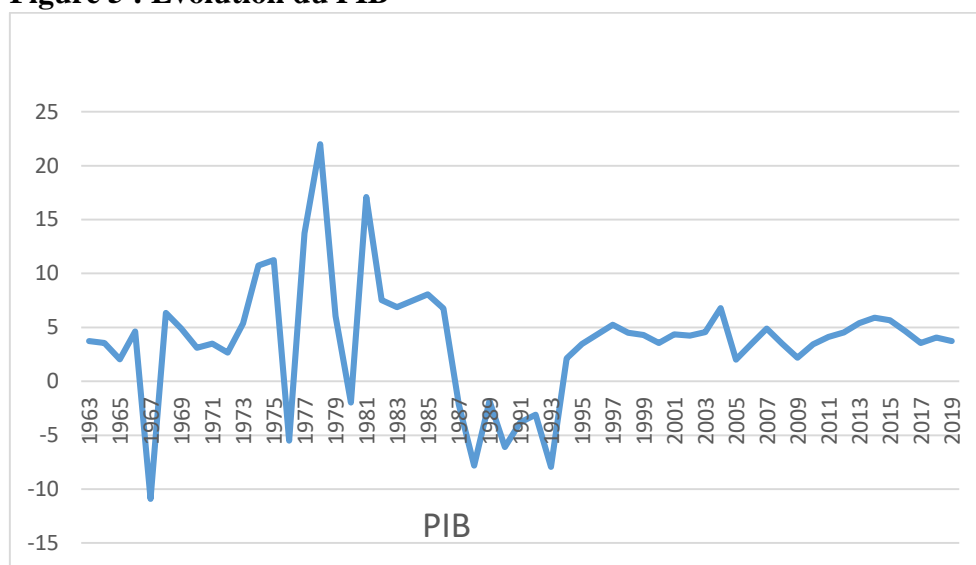


Source : CEMAC

Au regard du graphique, nous pouvons dire qu'entre 2001 et 2009, le taux d'inflation fluctue et atteint des pics de plus de 5 % avant 2009. Elle s'est établie à 5,3% en 2008 consécutivement à la flambée des cours mondiaux des produits alimentaires de grande

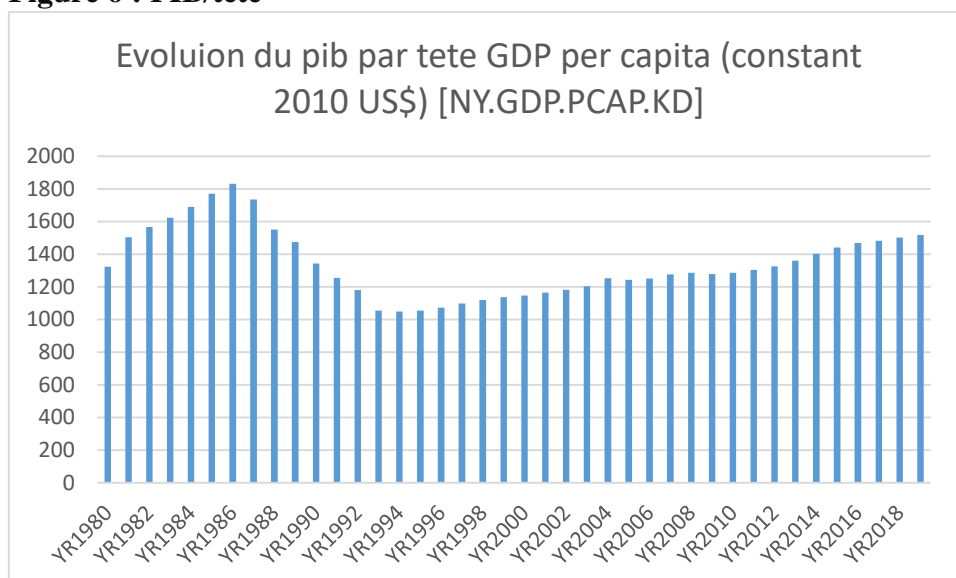
consommation ayant un fort contenu en importation, notamment le riz, le blé, la farine de blé et le poisson congelé. Le taux d'inflation, plus que maîtrisé désormais, est strictement en-dessous du seuil de convergence CEMAC de 3 % depuis 2010 et atteint des niveaux de 0,9 % et 0,6 % respectivement en 2016 et 2017 signe d'une trajectoire assez stable autour de 3%, et de l'absence de chocs importants depuis 2010. Pourtant durant cette période 2010-2017, le stock de la dette publique quant à lui augmente notamment à cause des grands projets d'investissement inscrits dans la stratégie de la croissance et de l'emploi (DSCE).

Figure 5 : Evolution du PIB



Source : Auteur

D'après ce graphique, les données sur l'évolution du PIB montrent que durant la mise en œuvre du DSRP, notamment sur la période 2004-2009, l'économie a un taux de croissance annuel moyen de 3 %. À partir de 2010, l'on note une relance de l'activité économique qui se maintient jusqu'en 2015. Sur cette période, les taux de croissance sont restés au-dessus de ceux observés durant la période du DSRP pour se situer en moyenne annuelle à 4,8 % ; soit 1,8 points de plus. Cette relance coïncide au démarrage et à la mise en œuvre de plusieurs projets structurants notamment financés pour la grande majorité par endettement. Dès lors on serait tenté de d'affirmer sans risque de se tromper que cet endettement aurait contribué à la croissance économique, cependant on remarque en 2016 un ralentissement de l'économie qui passe de 5,8 % en 2015 à 4,5 % en 2016 de même qu'en 2017 et une légère augmentation en 2018 et une baisse en 2019.

Figure 6 : PIB/tête

Source : auteur

Dans cette figure on observe une augmentation du pib/tête de 1980 à 1986 (1323 à 1830) en suite une baisse de 1986 à 1994 (1830 à 1048). Depuis 1996 le pib/tete n'a cessé d'accroître jusqu'à 2019 sans toute atteindre celui de 1986.

Ce chapitre a eu pour but de présenter la situation actuelle de la dette extérieure et économique du Cameroun. Bien que le ratio dette extérieure et PIB ne cesse de croître le Cameroun n'a pas encore franchir la zone rouge qui est de 70% qui est le seuil à partir duquel la dette devient insoutenable en zone CEMAC, mais cette dette est contrôlée mais improductive et il demeure néanmoins problématique. La partie suivante suivant sera destinée à la vérification empirique de cet effet de la sur la croissance.

CONCLUSION DE LA PARTIE I

Cette partie a eu pour but dans un premier temps de présenter la clarification des concepts et de montrer d'une part les théories qui soutiennent la dette extérieure, celles qui soutiennent la croissance économique et d'autre part, de montrer empiriquement les travaux antérieurs ayant montré les influences de la dette extérieure sur la croissance économique. Plusieurs auteurs sont arrivés à des points de vue divergents. Certains ont montré que la dette extérieure a une influence positive et significative sur la croissance économique, tandis que d'autres constatent un effet négatif de la dette extérieure sur la croissance économique. Dans un second temps de présenter la situation actuelle de la dette extérieure et la croissance économique du Cameroun. Bien que le ratio dette extérieure et PIB ne cesse de croître le Cameroun n'a pas encore franchi la zone rouge qui est de 70% qui est le seuil à partir de laquelle la dette devient insoutenable en zone CEMAC, mais cette dette contrôlée mais improductive, demeure néanmoins problématique. La partie suivante sera destinée à la vérification empirique de cet effet dans le cas du Cameroun.

PARTIE II CADRE EMPIRIQUE DE L'ANALYSE DU LIEN ENTRE LA DETTE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Cette partie se focalise en premier lieu sur les concepts théoriques de la dette extérieure publique et la croissance économique ensuite la présentation des états des lieux de la dette extérieure et la croissance au Cameroun.

CHAPITRE III : MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Il sera question dans ce chapitre de présenter dans un premier temps de présenter la nature des données, la méthode économétrique, les différents tests que nous allons effectuer sur les variables du modèle.

III.1 Nature et sources des données

Les données utilisées proviennent principalement des données secondaires annuelles issues des Institutions internationales (FMI et Banque Mondiale), régionales (CEMAC et BEAC), qui seront mobilisées pour construire une base de données. Il s'agira ainsi des séries chronologiques qui couvrent la période 1982-2020, pour tenir compte de la disponibilité des données afin de couvrir un nombre suffisant d'années et aussi respecter les exigences statistiques en la matière.

III.2. La méthode économétrique

Notre méthode repose sur la modélisation économétrique en utilisant un modèle linéaire multiple. En effet, le développement des modèles macroéconomiques repose sur les interactions entre les agents économiques et les autorités publiques en l'occurrence, la politique publique orientée vers le financement par endettement extérieur. Afin de juger cette politique avec des justifications scientifiques, nous appliquons les méthodes de l'économétrie appliquée notamment l'estimation et l'analyse du modèle économétrique. Ensuite nous utilisons la méthode économétrique qui sera la méthode ARDL. Nous utiliserons le modèle de base de la dette extérieure de Sala-i-martin (1997) pour l'estimation de nos paramètres.

- Outils d'analyse

Nous retenons dans le cadre de la présente étude la période allant de 1982 à 2019. Cette période relativement longue présente l'avantage de se prêter aux tests économétriques et de nous rassurer la robustesse des résultats à obtenir. Elle nous permet en outre de suivre l'évolution des variables selon les différents régimes qu'a connus le Cameroun. L'estimation du modèle se fera à l'aide du logiciel STATA.

III.3. Représentation du modèle et Spécification des variables

III.3.1 Représentation du modèle

$$-\gamma = \alpha + \beta_1 x_1 + \beta_2 x_2 + \dots + \beta_n x_n + \varepsilon$$

Où γ est le vecteur du PIB/tête et x_1, \dots, x_n sont des vecteurs potentiels de variables explicatives qui peuvent varier d'un chercheur à l'autre. À cet égard, les chercheurs utilisent souvent une variété de variables qui, selon eux, expliquent le mieux la croissance économique sur la base de la littérature théorique et de la situation économique unique de chaque pays. En référence aux modèles retenus, et après avoir apporté quelques modifications à ces deux modèles pour obéir au souci de la disponibilité des données et de l'orientation de l'étude qui met en exergue les spécificités du Cameroun; la relation entre la dette extérieure publique et la croissance économique peut être évaluée par la fonction :

$$\text{PIB/TETE} = f(\text{DEXT}, \text{OU}, \text{SCED}, \text{TC}, \text{INF}, \text{GV})$$

Nous avons choisi une variable dépendante « le PIB par tête » comme un indicateur de l'activité économique et sept variables indépendantes à savoir :

Service de la dette extérieure publique,

L'ouverture commerciale,

L'encours de la dette extérieure publique,

Le taux de change,

L'inflation,

Contrôle de corruption

Voix et responsabilité

Ainsi, le modèle est conçu comme suit :

$$\text{PIBTETE}_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 \text{DEXT}_{it} + \alpha_2 \text{TC}_{it} + \alpha_3 \text{SCED}_{it} + \alpha_4 \text{OU}_{it} + \alpha_5 \text{VR}_{it} + \alpha_6 \text{CC}_{it} + \alpha_7 \text{INF}_{it} + \varepsilon_i$$

III.3.2 Spécification des variables

III.3.2.1. Variable endogène produit intérieure brut par tête

- Produit intérieur brut (PIB)

Produit intérieur brut (PIB) Dans la comptabilité nationale, le produit intérieur brut (PIB) est un agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices

résidentes. Selon l'INSEE, le PIB au prix de marché peut se calculer de trois façons différentes: par la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ; par la somme des emplois finals intérieurs de biens et services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ; par la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations, moins les subventions, excédent brut d'exploitation, revenu mixte. Le terme brut signifie que les montants retenus le sont avant amortissement des équipements. Le PIB mesure le flux de biens et de services produits au cours d'une année. Contrairement à une formulation usuelle mais contestable, il ne mesure pas la «richesse» si on entend par ce mot le patrimoine qui est un stock. Comptabilité nationale Équilibre emplois-ressources.

-Produit intérieur brut par habitant (ou par tête)

Le produit intérieur brut par habitant (ou PIB par tête) est la valeur du produit intérieur brut (PIB) réalisée dans une année sur un territoire donné (un pays ou une région) divisée par le nombre d'habitants de ce territoire. C'est un indicateur du niveau de développement d'un pays. Dans ce cas, il est souvent exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA). Le PIB par habitant ne reflète qu'imparfaitement le niveau de bien-être de la population. Il néglige en partie la production domestique, l'économie souterraine et l'économie informelle. Le PIB par habitant n'est qu'une moyenne qui masque donc les inégalités dans la répartition des revenus au sein de la population.

Le PIB par habitant n'est pas égal au revenu national par habitant. Comptabilité nationale, Économie du développement, Productivité, Revenus Croissance verte, Gains de productivité, Indice de développement humain (IDH), Niveau de vie, Nouveaux indicateurs de richesse, Revenu national disponible.

III.3.2.2. Variables exogènes

Le taux de change: il y a des études qui montrent un rapport négatif en raison de la dévaluation de la monnaie nationale, cela pourrait entraîner une baisse du revenu réel, de la capacité de productivité, et une augmentation des coûts financiers. D'autres études montrent le rapport

positif, en raison de la dévaluation de la monnaie nationale qui pourrait également augmenter les exportations.

Ouverture commerciale : c'est un indicateur d'ouverture commerciale. La plupart des études (théoriques et empiriques) indiquent que plus un pays est ouvert sur l'extérieur, plus il lui permettrait de booster sa productivité et de réorienter ses maigres ressources vers des secteurs plus performants et ainsi améliorer son bien-être. L'ouverture commerciale affecte généralement la croissance économique d'une manière positive et significative. Elle permet à l'économie de bénéficier non seulement des transferts technologiques mais aussi et surtout des diverses formes d'externalités positives et des effets d'entraînement de la demande extérieure. Il encourage les décideurs à mener des politiques macroéconomiques vertueuses. Le signe attendu est donc positif.

Inflation: elle représente le niveau général des prix. Il vise à saisir le fait généralement admis que le prix est un facteur important qui influe sur la performance de l'économie et joue donc un rôle important dans la détermination du montant nominal des dépenses. Il est mesuré par le taux d'inflation. Une forte hausse de l'inflation plonge l'économie dans un environnement d'incertitude et affecte négativement les décisions d'investissement des entreprises. Un taux d'inflation élevé peut encourager les investissements spéculatifs et improductifs. Un taux d'inflation élevé affecte négativement le taux d'intérêt réel, réduisant ainsi le fardeau de la dette publique. Une inflation élevée décourage les investissements à long terme et a un effet néfaste sur la croissance. Le signe attendu de cette variable est donc négatif.

Le service de la dette désigne les paiements d'amortissements et d'intérêts qu'assure le débiteur en conséquence des emprunts effectués. Aussi lorsque les ressources issues des exportations sont insuffisantes pour faire face au remboursement des emprunts contractés, alors le pays accumule des arriérés de paiement jusqu'à une certaine période. Face aux montants élevés des arriérés et les pressions des créanciers dans le long terme le pays se voit obliger de s'endetter pour rembourser les anciennes dettes contractées, ce qui accroît le service de la dette extérieure et ralentit la croissance du PIB.

Les indicateurs agrégés de la gouvernance (GOV)

La définition de la gouvernance, au niveau macroéconomique, nécessite des indicateurs à caractère qualitatif. L'indice global de gouvernance est une moyenne des six indicateurs agrégés suivants (Kaufman, Kraay et Mastruzzi, 2003).

CC : le contrôle de la corruption. Ce volet est calculé à partir de deux indices relatifs au degré de captivité de l'État et de la corruption administrative

GE : l'efficacité gouvernementale. Ce volet est déterminé par les mesures de la qualité des prestations des services publics, de la bureaucratie, de l'indépendance des services civils et du degré de crédibilité de l'État relativement à ses politiques et à la réalisation de ses engagements. Ces indices évaluent l'aptitude des gouvernements à formuler et à appliquer des politiques réformatrices.

RL : l'État de droit. Ce volet mesure le degré de confiance des acteurs économiques dans les règles édictées par la société. Il est constitué de mesures relatives à la criminalisation de l'activité, à l'efficacité et au caractère prévisible des décisions de justice, et au respect des contrats.

RQ : la qualité de la réglementation. Elle est axée sur la nature des politiques mises en œuvre. Cet indicateur inclut des indices mesurant l'incidence de ces politiques sur la libéralisation de l'activité économique dont le contrôle des prix, la supervision bancaire, les entraves aux échanges, etc.

PS : la stabilité politique et l'absence de violence. Ce compartiment institutionnel comprend les mesures de la probabilité de renversement du gouvernement (coup d'État, insurrection populaire et terrorisme). Il tente de capter la continuité de la politique et la possibilité qu'ont les citoyens de choisir dans la paix leurs représentants politiques.

VR : les voix citoyennes et les responsabilisations. Cette grappe inclut les sous-indicateurs concernant des aspects variés relatifs au processus politique, aux libertés civiles et à l'indépendance des médias.

Mais dans notre recherche nous allons utiliser deux de ces variables institutionnelles à savoir les voix citoyennes et les responsabilités et le contrôle de la corruption.

Tableau 3: Tableau récapitulatif des variables et de leurs signes attendus

Les types	Les types Variables	Code	Signe attendu
endogène	Produit intérieure par tête	PIB	

Exogènes	Encours de la dette extérieure	DEXT	-
	Service de la dette extérieure	SCED	-
	Taux de change	TC	-
	Ouverture commerciale	OUV	+
	Inflation	INF	-
	La voix et responsabilité	VR	-
	Contrôle de corruption	CC	-

Source : auteur

III.4. Les différents tests

Dans nos travaux, nous effectuons d'abord les tests stationnaires, les tests d'auto-corrélation, le test d'hétéroscédasticité et enfin les tests de signification.

III.4.1 Corrélation Auto Test de détection

III.4.1.1 Le Durbin-Watson test

La fonction d'autocorrélation généralement utilisée est celle de Durbin-Watson. Elle consiste à vérifier si dans la relation $\varepsilon_i = \rho\varepsilon_{(i-1)} + u_i$, le coefficient d'autocorrélation ρ est significativement égal à 0. On teste donc l'hypothèse $H_0: \rho = 0$.

La première étape consiste à estimer le modèle $Y = X\beta + \varepsilon$ avec la méthode OLS et à évaluer les résidus (e_i). Puis en utilisant ces résidus, nous calculons la statistique de Durbin-Watson. Il est noté D_W et permet de mesurer la corrélation de la série avec elle-même décalée de N période. Sa formulation est la suivante:

$$D_W = \frac{\sum_{i=2}^N (e_t - e_{t-1})^2}{\sum_{i=1}^N e_t^2}$$

La distribution de cette statistique dépend de manière complexe des observations sur les variables explicatives du modèle. Elle est calculée à partir des résidus déterminés pour X donné. Par conséquent, il n'y a pas de valeur critique unique comme dans les tests de Fisher, de Student ou de Khi- two. Cependant, sous H_0 , on montre que la distribution exacte de la statistique D_W est entre les distributions de deux autres statistiques notées D_1 , pour la borne la plus faible,

et D_u pour la borne la plus élevée. Pour un risque du premier type, les deux valeurs seuils $D_{l\&}$ et $D_{u\&}$ peuvent être déterminées. Les lois de ces deux statistiques ne dépendent que du nombre de variables explicatives et du nombre d'observations, leurs valeurs sont données dans le Durbin-Watson table.

La règle de décision en fonction de la valeur de la statistique $D W$ est la suivante:

: Tableau 4 : Règle de décision en fonction de la valeur de la statistique $D W$

$0 < D W < D_{l\&}$	Rejecti on of H_0	Positive auto correlation
$D_{l\&} \leq D W \leq D_{u\&}$	No decision	-----
$D_{u\&} < D W < 4 - D_{u\&}$	No rejection of H_0	No autocorrelation
$4 - D_{u\&} \leq D W \leq 4 - D_{l\&}$	No decision	-----
$4 - D_{l\&} < D W < 4$	Rejectio n of H_0	Auto negative correlation

Source : auteur

La statistique de Durbin-Watson est comprise entre 0 et 4. En effet, la relation entre $D W$ et ρ , estimateur convergent du coefficient d'autocorrélation des aléas, est donnée par

$$D W \approx 2(1 - \rho)$$

Ou $-1 \leq \rho \leq 1$ donc si $\rho = -1$ alors $d \approx 4$, si $\rho = 1$ alors $D W \approx 0$, enfin si $\rho = 0$ alors

$$D W \approx 2$$

Avant d'appliquer ce test, les conditions suivantes doivent être remplies: le modèle de régression doit inclure une constante et les variables explicatives doivent être certaines. En fait, il existe des tableaux qui permettent de savoir s'il faut ou non rejeter l'hypothèse nulle de non autocorrélation. Ces tableaux dépendent du nombre de variables explicatives présentes dans le modèle en dehors de la constante et du nombre d'observations.

En particulier, ce test ne peut pas être appliqué lorsque le modèle est autorégressif, c'est-à-dire lorsque la variable endogène décalée apparaît comme une variable explicative. C'est la raison pour laquelle dans notre travail, nous utiliserons le test Breusch-Godfrey qui est plus efficace

III.4.1.2 Le test de Breusch-Godfrey

Il s'agit d'étendre le test précédent à l'autocorrélation dont la structure est plus complexe qu'un AR (1), c'est à dire par exemple la présence d'autocorrélation à un ordre supérieur à l'ordre 1, on parle AR (p). Nous testons ensuite:

H0: pas d'auto-corrélation avec H1: et AR (p)

Pour effectuer ce test, on régresse ϵ_t sur x_t , ϵ_{t-1} , ϵ_{t-p} (en mettant 0 pour les valeurs manquantes des résidus retardés) et on teste la nullité des retards sur ϵ_t . La statistique de Breusch-Godfrey est $BG = nR^2$ où R^2 est le coefficient pour déterminer la régression de ϵ_t sur x_t , ϵ_{t-1} , ϵ_{t-p} , n , le nombre d'observations. Il suit un Chi-2 à p degrés de liberté. L'hypothèse de non-corrélation des erreurs est acceptée si la probabilité est supérieure à 5% ou si $nR^2 < \chi^2_{p, \alpha}$. L'analyse de la fonction d'autocorrélation se résume donc à la question de savoir: quels sont les termes ρ_k qui sont significativement différents de 0? Ainsi, lorsqu'aucun terme n'est significativement différent de 0, nous concluons qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs. De plus, le test d'hypothèse pour un terme ρ_k se présente comme suit:

H0: $\rho_k = 0$

H1: $\rho_k \neq 0$

A ce niveau, on peut utiliser le test d'hypothèse d'un coefficient de corrélation, basé sur la comparaison d'un Student t empirique et théorique. Pour la valeur estimée d'un paramètre, la valeur calculée de la statistique est obtenue à partir de la formule suivante: Valeur estimée de le paramètre = (valeur estimée - valeur réelle) / écart type de la valeur estimée du paramètre.

Le calcul de cette valeur nous permet de comparer la valeur lue dans le tableau qui est: $t_{lu} = t_{\alpha} / 2 (nk-1)$ pour une valeur choisie (généralement 5%). Si $t_{cal} < t_{lu}$, alors nous acceptons l'hypothèse nulle et concluons qu'aucun terme n'est significativement différent de 0.

III.4.1.3 Le test de détection d'hétéroscédasticité

Pour détecter une éventuelle hétéroscédasticité, nous utiliserons le test ARCH. D'une part, si la probabilité de la statistique F de Fisher à partir du test est supérieure à 5%, nous acceptons l'hypothèse d'absence d'hétéroscédasticité. D'autre part, nous pouvons utiliser la statistique LM qui est distribuée comme un χ^2 à p (nombre de retards) degrés de liberté. Si $nR^2 > \chi^2(p)$ lu dans le tableau au seuil α , on rejette l'hypothèse d'absence d'hétéroscédasticité des erreurs; le modèle est donc justifiable à partir d'un processus ARCH. Sinon, le modèle est homoscedastique.

Si l'hypothèse d'autocorrélation des erreurs et de l'hétéroscédasticité est rejetée, nous pouvons effectuer un test de redondance des variables afin d'évaluer le besoin de chacune d'elles.

Ensuite, le modèle sera estimé à l'aide de la procédure de délai échelonné autorégressif.

III.4.2 Test de colinéarité :

Pour détecter la colinéarité nous allons utiliser quelques techniques notamment, la règle de Klein qui est fondée sur la comparaison entre le R^2 et les coefficients de corrélation des variables explicatives. Si $R^2 < r_{xy}$, dans ce cas il y a le problème de colinéarité. Pour notre modèle, nous constatons que tous les coefficients de corrélation des variables explicatives sont inférieurs au coefficient de détermination R^2 . Cependant, le coefficient de corrélation de la variable taux d'investissement et l'épargne est très élevé malgré qu'il ne dépasse pas R^2 .

III.4.3 Tests de signification des variables

III.4.3.1 Le test Fischer

Il s'agit du test de signification globale du modèle. Il garantit la capacité du modèle à représenter adéquatement le phénomène étudié. Elle est réalisée sur la base de la valeur du coefficient de détermination R^2 (Chauvet, 2003). Comme le test précédent, nous choisissons d'abord un niveau de signification, puis nous recherchons la valeur calculée de la statistique en fonction de la formule:

$$F_{cal} = \frac{(n - k)R^2}{(k - 1)(1 - R^2)}$$

Cette valeur est comparée à celle lue dans la table Fischer au degré de liberté (k-1, nk-1). Les hypothèses sur lesquelles repose ce test sont les suivantes:

Null L'hypothèse nulle (H0): tous les paramètres du modèle sont nuls;

L'hypothèse alternative (H1): au moins un paramètre est différent de zéro.

La règle de décision est la suivante: oui, nous acceptons l'hypothèse nulle.

III.5 Autres tests

III.5.1 Evaluation globale du modèle

À partir du coefficient de détermination R² ajusté qui nous permet de confirmer que les variables choisies sont globalement pertinentes et le pouvoir explicatif du modèle est très fort.

III.5.2 Le test de spécification RESET (Regression Error Spécification Test)

Le test d'erreur de spécification d'équation de régression de Ramsey (RESET) est un test de spécification générale pour le modèle de régression linéaire . Plus précisément, il teste si des combinaisons non linéaires des valeurs ajustées aident à expliquer la variable de réponse . L'intuition derrière le test est que si des combinaisons non linéaires des variables explicatives ont le pouvoir d'expliquer la variable de réponse, le modèle est mal spécifié en ce sens que le processus de génération de données pourrait être mieux approché par un polynôme ou une autre fonctionnelle non linéaire.

qui est: $t_{lu} = t_{\alpha} / 2 (nk-1)$ pour une valeur choisie. Si $t_{cal} < t_{lu}$, alors nous acceptons l'hypothèse nulle et concluons que le paramètre n'est pas significatif.

Ce chapitre a été abordé pour présenter la méthodologie liée à notre étude sur l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique. Pour atteindre cet objectif, nous avons défini le modèle, présentant la nature et la source des données d'une part, et d'autre part la technique d'estimation liée aux différents tests. Pour vérifier notre hypothèse, nous avons collecté des données de source secondaire à partir de la base de données de la Banque mondiale dans les «World Development Indicator 2020». Après avoir présenté dans ce chapitre les différents tests à pratiquer, nous procéderons à la présentation et à l'interprétation des différents résultats qui feront l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE IV : PRESENTATION DES RESULTATS ET INTERPRETATION

Comme nous l'avions annoncé si haut ce chapitre est consacré à présentation des résultats et leur interprétation, il sera donc question de présenter tout d'abord les résultats de l'analyse descriptive, les résultats des estimations et leur interprétation.

IV.1 Résultats de la statistique descriptive et interprétation

Tableau 5: statistiques descriptives

	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
Voix et Responsabilité	21	-1.040392	0.0580526	-1.19461	-0.9386249
Contrôle Corruption	21	-1.140094	0.0908547	-1.334985	-0,9788169
Ouverture Commerciale	40	48.11594	9.121216	26.45271	65.02459
Service de la dette	40	5.17e+08	2.12e+08	2.03e+08	1.17e+09
Stock de la dette	40	6.79e+09	3.35e+09	2.57e+09	1.28e+10
PIB/tête	40	1345.282	207.9107	1048.318	1830.979
Taux de change réel	40	114.5899	23.4132	90.2112	169.0983
Inflation	40	4.779269	6.606017	-3.206555	35.09446

Source :auteur

On constate dans notre tableau que les variables de la gouvernance à savoir (voix et responsabilité ; contrôle corruption) ont des observations différentes des autres variables tout simplement parce que les données de ces deux variables débutent à partir de 1996 dans la base de la WDI. La voix et responsabilité du citoyen et CC (contrôle corruption) ont des moyennes négatives. Cette valeur varie de -2,5 à 2,5 (2,5 implique une réelle présence du contrôle de corruption et -2,5 une absence totale) dans notre cas la valeur est négatives ceci signifie que malgré que le Cameroun a mis sur pieds les bureaux de contrôle de la corruption à l'exemple de la CONAC ceux-ci ne sont pas efficaces ou ne suffisent pas pour mettre fin à la corruption de même on constate une non prise en compte de la voix des citoyens au Cameroun dans les choix électoraux qui est matérialisé dans le tableau par la valeur négative de la variable voix et responsabilité. A l'exemple des troubles des élections passées. En observant la moyenne de

l'ouverture commerciale qui est de 48% du PIB, ceci peut s'expliquer par les accords et partenariats qui ont été ratifié par le Cameroun avec l'extérieure à l'exemple des accords Afrique caraïbes et pacifique et l'union européenne. En ce qui concerne le service de la dette nous observons que sa valeur est accèè élevé ceci pouvant être dû d'une part par les taux d'intérêt et d'une autre part par l'accumulation de la dette. Ce service de la dette extérieure constitue en 2020 15,4% du budget de l'état et 13,9% des exportations, c'est un frein à l'économie. La moyenne du stock de la dette extérieur est énorme, elle est dû aux déficits budgétaire, aux investissements effectués par le Cameroun à l'exemple de la préparation de la CAN 2019 qui avais nécessité plus 3000 milliards de FCFA donc jusqu'à présent nous avons par eu des retours sur investissement et la pandémie que sévit le monde actuellement. PIB par tête qui est la valeur du PIB divisé par le nombre d'habitants d'un pays, il est plus efficace que le PIB pour mesurer le développement d'un pays, cependant, il n'est qu'une moyenne donc il ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenu et de richesse au sein de la population. Dans notre tableau nous constatons que cette valeur est faible para port à d'autres pays à l'exemple des pays comme la cote d'ivoire qui est de 4178, le Benin qui est 2415. Le taux de change est faible traduisant la faiblesse du franc CFA. Taux d'inflation est élevé ceci pouvant être dû au faite que l'argent en circulation n'est pas parfaitement réguler (un excès de monnaie en circulation) nous constatons que ce taux est au-dessus de seuil de l'union monétaire de l'Afrique centrale dans son article 1 qui préconise un taux maximum de 3% pour l'inflation.

IV.2 Essais stationnaires

Comme le soulignent Granger et Newbold (1974) si dans un modèle économétrique, non stationnaire les séries sont utilisées, les résultats des tests statistiques sont faux. Nous obtenons ce que nous appelons communément une régression fausse ou une régression fausse. Ainsi, le test Dicker Fuller augmenté (ADF) a été administré à chaque variable d'abord en niveau, puis comme première différence. Une fois le test a été effectué, les différentes valeurs de la statistique Dicker-Fuller sont comparées aux différents seuils de signification à 1%, 5% et 10%. Les résultats obtenus sur l'ensemble des tableaux présentés en annexes se présentent comme suit:

Tableau 6: coefficients de stationnarité

	Dickey-Fuller		Phillips-Perron	
	Niveau	Différence	Niveau	Différence
Voix et Responsabilité	0.3019	0.0002***	0.1554	0.0002***
Contrôle Corruption	0.0336*	0.0004***	0.0332*	0.0003***
Ouverture Commerciale	0.1213	0.0000***	0.1153	0.0000***
Service de la dette	0.5883	0.0000***	0.4322	0.0000***
Stock de la dette	0.8438	0.0245*	0.6277	0.0307*
PIB/tête	0.8252	0.0097**	0.5629	0.0085**
Taux de change réel	0.5887	0.0000***	0.5230	0.0000***
Inflation	0.0001***	0.0000***	0.0001***	0.0000***

Source : auteur

en observant le tableau 6. nous constatons que la voix et responsabilité n'est pas stationnaire en niveau pour les deux tests (dickey-fuller et philips-perron) mais stationnaire en différence premier et significativement à 1% , 5% et 10% de même pour l'Ouverture Commerciale, Service de la dette et Taux de change réel. Le stock de la dette ou l'encours de la dette est n'est pas stationnaire en niveau mais stationnaire en différence premier pour les deux tests à un niveau significatif de 10% pour les deux, de même pour le PIB/tête mais a un seuil significatif de 1%, 5% et 10%. L'inflation est stationnaire en niveau et en différence premier pour un degré de significatif de 1%, 5% et 10%.

Tableau7 : test de cointégration

Modèle estimé	Retard optimal	Valeur F-statistique	Conclusion
PIB/tête	2	7.57	Cointégration
	10%	5%	1%

Valeur critique	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)
	2,20	3,09	2,56	3,46	3,29	4,37

Source : auteur

D'après le tableau 7 on constate que l'ordre d'intégration à la statistique de Fisher est supérieur au I(1) qui indique ici la relation de co-intégration

IV.3 Analyse de stabilité

Tableau 8: test de Ramsey

	Value	Df	Probability
t-statistic	0.394564	18	0.6978
F-statistic	0.155681	(1, 18)	0.6978
Likelihood ratio	0.266964	1	0.6054

Source : auteur

Test de Ramsey RESET utilisant les puissances des valeurs ajustées de Ho humain: le modèle n'a pas de variables omises F

Ce test nous montre que le modèle est en effet globalement stable car la probabilité de

La statistique de Fisher (0.6978) est supérieure au niveau de signification de 5%.

IV.4. Test de détection d'autocorrélation

Comme nous l'avons mentionné précédemment, c'est le test de Breusch Goldfrey que nous avons appliqué dans notre modèle

Les résultats de ce test sont résumés dans les tableaux ci-dessous:

Tableau9 : test de Breusch Goldfrey

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
F-statistic	0.618331	Prob. F(2,22)	0.5479
Obs*R-squared	1.862711	Prob. Chi-Square(2)	0.3940

Source : auteur

Ce tableau permet de confirmer l'absence d'autocorrélation des résidus car le Prob. Chi-carré (2) (0.3940) au-dessus du seuil de signification de 5%

Tableau 10: test d'ARCH

Heteroskedasticity Test: ARCH			
F-statistic	1.441955	Prob. F(1,32)	0.2386
Obs*R-squared	1.466016	Prob. Chi-Square(2)	0.2260

Source : auteur

La probabilité attachée au Chi-carré (2) (0.2260) est supérieure à 5%, par conséquent, nous rejetons l'hypothèse de l'hétéroscédasticité des erreurs. Le modèle est donc homoscédastique.

IV.5 Résultats d'estimation ARDL

Les paramètres du modèle ont été estimés par la méthode ARDL et les résultats obtenus sont présentés dans le tableau ci-dessous. Le tableau ci-dessous montre que notre modèle est bien spécifié. Ceci se justifie par le fait que le coefficient de détermination R² et le R² ajusté sont très élevés que le modèle est bon pour les fin prévisions. Ainsi, la variation totale de la croissance économique du Cameroun s'explique respectivement à 89,8% (coefficient de détermination) et 86,7% (coefficient de détermination ajusté) par le modèle de régression. La preuve de l'absence d'autocorrélation par le test de Breusch-Godfrey prouve également que le modèle est bon à des fins de prévision

Tableau11 : résultats de l'estimation ARDL

Variables	Coefficients	Degré de significativité
Coefficients de court terme		
C	2.573853 (6.002029)	1%
LN(DET)	-0.013434 (-1.998535)	5%
CC	0.001470 (1.167227)	Non significatif
VR	-0.004879 (-2.183663)	5%
TINFL	-0.005928 (-7.401577)	1%
OUVCOM	0.001043 (1.810205)	10%
TCHAN	-0.001026 (-3.346761)	Non significatif
Coefficients de long terme		

LN(DET)	-0.879820 (37.77152)	1%
SERVICE-DETTE	-0.006717 -(3.055215)	1%
TCHAN	-0.000556 (-1.744629)	Non significatif
TINFL	-0.005080 -(3.678842)	1%
R ² : 0.898379		
R ² ajusté : 0.867704		
Durbin-Watson stat : 2.078595		
Statistique-F : 78.62000		
Prob (F-statistic) : 0.000001		

Source : auteur

IV.6 Interprétations des résultats de l'estimation ARDL

En observant le tableau ci-dessus il en ressort que :

Le stock de la dette ou l'encours de la dette extérieure a un effet négatif et significatif à un seuil de 5% sur la croissance économique du Cameroun et à long terme, il est négatif et significatif à 1% la croissance économique du Cameroun. Une augmentation de 1% de la dette extérieure entraîne une baisse de 1,34 % de la croissance économique du Cameroun à court terme car le long terme entraîne une augmentation de 1% de l'encours de la dette extérieure se traduit par une augmentation la croissance économique du Cameroun de 87,98%. Notre résultat fait référence de FOSU (1999)

Contrôle de corruption et voix et responsabilité

Les deux indicateurs de la gouvernance que nous avons utilisés à savoir le contrôle de corruption qui est positif et non significatif à court terme et la variable voix et responsabilité est négatif et significatif à court terme.

Le service de la dette extérieure est conforme au signe attendu. Car Il a un effet négatif et significatif effet à 1% sur PIB/tête à long terme. A long terme, une augmentation de 1% du service de la dette extérieure entraîne une baisse de 0,67%. Ainsi, comme déjà mentionné, ce

ratio d'endettement (SCED/PIB) mesure la part du service de la dette extérieure couvert par le produit intérieur brut. C'est un indicateur très utile car il permet de surveiller le niveau d'endettement du pays. Lorsqu'il est élevé, il peut empêcher à un pays de consacrer des ressources suffisantes pour les activités productives. Les résultats obtenus corroborent le travail de Pattillo et coll. (2002), qui ont montré que l'impact de cette variable sur la croissance économique est soit non significatif, soit négatif et significatif. Le service de la dette influe donc sur la croissance par son impact sur la qualité des investissements ou par le volume élevé de la dette.

Le taux de change est conforme au signe attendu. Le taux de change a un effet négatif et son impact est non significatif sur le produit intérieur brut par tête à long terme et à court terme.

La variable d'ouverture commerciale est positivement et statistiquement significative à un niveau de 10% à long terme. Une augmentation de 1% de l'ouverture commerciale entraîne une augmentation de 0,10% du produit intérieur brut par tête. Cela répond à nos attentes. Le signe positif de son coefficient corrobore les travaux de Collier et Gunning (1997). En effet, l'ouverture commerciale permet à l'économie de bénéficier des transferts technologiques et de diverses formes d'externalités positives.

. De plus, s'ouvrir au monde extérieur permet aux pays d'obtenir de meilleures conditions d'emprunt sur le marché international. D'un autre côté, la compétitivité internationale d'un pays dépend d'une plus grande ouverture commerciale, nécessitant une augmentation de la productivité des facteurs, la promotion de ces activités ajoutées est tournée vers l'exportation ainsi qu'un assouplissement des conditions de fonctionnement du marché du travail.

L'inflation a un coefficient négatif conforme à nos attentes. Cela est significatif au seuil de 1% et affecte négativement sur le produit intérieur brut par tête à long terme et à court terme. Une augmentation de 1% de l'inflation entraîne une diminution de 0,59% à court terme et 0,50% à long terme du produit intérieur brut par tête. La hausse de l'inflation entraîne une augmentation du taux d'intérêt nominal et un rationnement du crédit par la banque, conduisant à une réduction des investissements. Boyd, Levine et Smith (2001) ont fait valoir qu'une inflation plus élevée signifie moins d'activité financière à long terme. Cela peut également s'expliquer par le fait que le service de la dette élevé incite souvent les gouvernements à adopter des politiques inflationnistes pouvant affecter négativement l'investissement et, par conséquent, la croissance économique (Agénor et Montiel (1999)).

Ce chapitre a été abordé pour présenter puis interpréter les résultats liés à notre étude sur l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique. Dans un premier temps nous avons fait une statistique descriptive ensuite les différents tests. Il ressort de ces tableaux que la dette extérieure a un effet négatif sur la croissance économique.

CONCLUSION DE LA PARTIE II

Le but de cette partie a été de montrer la relation entre la croissance économique et dette extérieure. L'étude a été réalisée en coupe transversale au Cameroun entre 1982 et 2019. Pour vérifier notre hypothèse, nous avons collecté des données de source secondaire de la base de données de la Banque mondiale dans «l'indicateur de développement dans le monde 2020» et Rapports de développement 2020. Des études économétriques utilisant la méthode ARDL ont été réalisées en utilisant le logiciel Stata. Ces études montrent que la dette extérieure a un effet négatif et significatif sur la croissance économique à court et à long terme. Le service de la dette extérieure a un effet négatif et significatif sur la croissance économique à long terme. L'ouverture commerciale a un impact positif et significatif sur la croissance économique à court terme tant que l'inflation qui agit négativement sur la croissance économique à long et court terme.

CONCLUSION GENERALE

L'objectif de ce travail est de présenter le poids de la dette extérieure publique au Cameroun sur la croissance économique (1982-2019). En effet durant cette période l'économie du Cameroun a évolué dans un contexte socio-économique difficile. Cette période est marquée par de nombreux années de troubles sociaux et surtout politique qui ont perturbé la bonne marche de l'économie et qui d'une certaine façon ont fait obstacle à sa croissance.

Notre analyse nous a permis de constater une situation très précaire dans laquelle évolue l'économie du Cameroun. Par rapport à la taille de l'économie nationale, la dette publique extérieure peut se révéler une charge considérable dans la mesure où les agrégats ne permettent pas de supporter son poids.

Notre hypothèse de départ est que la dette extérieure publique a un effet négatif sur la croissance économique. Globalement à la lumière de nos résultats la dette publique extérieure n'encourage pas la croissance économique du pays.

Deux raisons principales peuvent se dégager : Premièrement, la canalisation des emprunts vers l'investissement improductifs qui cause un handicap majeur à la création de richesse ne pouvant pas répondre aux obligations du service de la dette ; deuxièmement les choix politiques ont souvent conduit les gouvernements à prendre des décisions non favorables à la croissance. Pour vérifier notre hypothèse, nous avons collecté des sources secondaires données de la base de données de la Banque mondiale dans le «Indicateur de développement mondial 2020» et Rapports sur le développement humain 2020. L'économétrie des études utilisant la méthode ARDL ont été réalisées à l'aide du logiciel Stata. Statistiquement parlant, les résultats de la vérification de notre hypothèse nous montrent que la dette extérieure a un effet négatif et significatif sur la croissance économique à court terme et à long terme sur le Cameroun. La variable d'ouverture commerciale agit positivement et est statistiquement significative à court terme. L'inflation a un effet négatif et significatif sur la croissance économique à court et à long terme. Le service de la dette extérieure a un impact négatif et significatif sur l'économie à long terme.

FINANCEMENT PAR LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE

OUVCOM	0.001043	0.000576	1.810205	0.0828
TCHAN	-0.001026	0.000306	-3.346761	0.0027
TCHAN(-1)	-0.000556	0.000319	-1.744629	0.0938
TINFL	0.005928	0.000801	7.401577	0.0000
TINFL(-1)	0.005080	0.001381	3.678842	0.0012
SERVICE-DETTE	0.001470	0.001260	1.167227	0.2546
C	1.703166	0.283765	6.002029	0.0000

R-squared	0.898379	Mean dependent var	12.88588
Adjusted R-squared	0.867704	S.D. dependent var	0.332960
S.E. of regression	0.015953	Akaike info criterion	-5.187021
Sum squared resid	0.006108	Schwarz criterion	-4.698198
Log likelihood	101.7729	Hannan-Quinn criter.	-5.018280
F-statistic	78.62000	Durbin-Watson stat	2.078595
Prob(F-statistic)	0.000001		

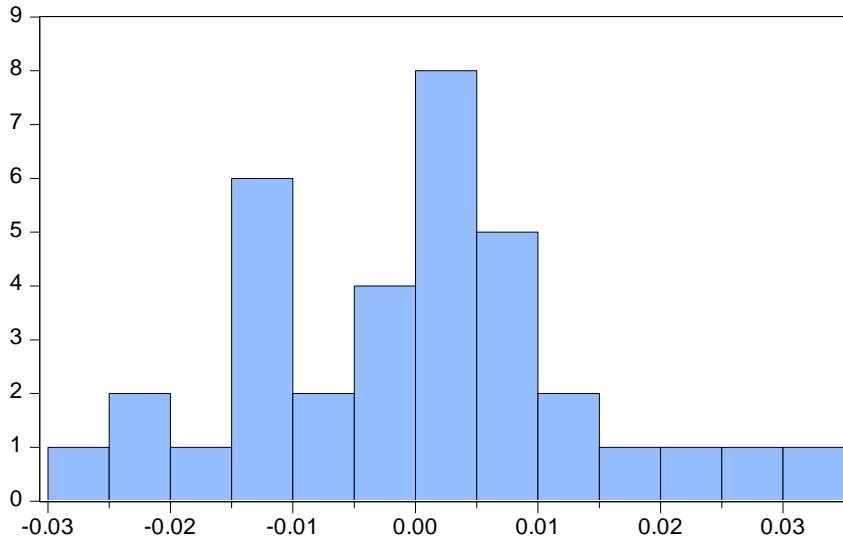
Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.618331	Prob. F(2,22)	0.5479
Obs*R-squared	1.862711	Prob. Chi-Square(2)	0.3940

Heteroskedasticity Test: ARCH

F-statistic	1.441955	Prob. F(1,32)	0.2386
-------------	----------	---------------	--------

Obs*R-squared 1.466016 Prob. Chi-Square(1) 0.2260



Series: Residuals	
Sample 1981 2015	
Observations 35	
Mean	-1.79e-15
Median	0.000835
Maximum	0.030333
Minimum	-0.025090
Std. Dev.	0.013403
Skewness	0.270539
Kurtosis	2.675486
Jarque-Bera	0.580526
Probability	0.748067

Ramsey RESET Test

Equation: UNTITLED

Specification: LOG(PIB_H) LOG(PIB_H(-1)) VR VR(-1)
 LOG(STOCK-DET) OUVCOM TCHAN TCHAN(-1) TINFL
 TINFL(-1) C CC SERVICE-DETTE SERVICE-DETTE(-1)

Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	Df	Probability
t-statistic	0.394564	18	0.6978
F-statistic	0.155681	(1, 18)	0.6978
Likelihood ratio	0.266964	1	0.6054

BIBLIOGRAPHIE

Abrego, L. et Doris, R. (2001), Debt Relief under The HIPC Initiative: Context and Outlook for Adebite, E.O., Ayadi, F.S., and Ayadi, O.F. (2008). “The Impact of Nigeria’s External Debt on Economic Development”, *International Journal of Emerging Market* 3(3): 285-301.

Agenor, P. R. et P. J. Montiel (1999), « Development macroeconomics », Banque du Mexique (2004) : Rapport annuel.

Ahmed Zidi and Tarek benal (2013) « Rôle de l’endettement extérieur dans le financement du développement économique : cas des pays de la région MENA » *International Journal of Management & Information Technology* Vol. 7, No. 3

Ajisafe, R.A., and Gidado, O.K (2006). “External debt and Foreign Private Investment in Nigeria: A Test for Causality”. *Afr. Econ. Bus. Rev.*, 4(1): 48-63. and Inference», *Journal of Econometrics*, vol. 93, No.2, p 345 - 368

Asiedu, E (2003), «Debt relief and institutional reform: a focus on Heavily Indebted Poor Countries », *The Quarterly Review of Economics and Finance*, 43. 614-626.

Barro R. (1974), "Are Government Bonds Net Wealth?", *Journal of Political Economy*, vol. 82 (6), p.1095-1118

Barro R. (1989), "The Ricardian approach to budget deficits", *Journal of Economic*

Barro R.J. (1990), « Government spending in a simple model of endogenous growth»,

Journal of Political Economy, Vol. 98, No. 5, pp. 103 – 125.248

Barro R.J. (1991), « Economic Growth in a Cross Section of Countries », *Quartely*

Berensmann, K. (2004). “New Ways of Achieving Debt Sustainability beyond the Enhanced HIPC Initiative”, *Intereconomics* 39(6): 321-330.

Birdsall, N., Williamson, J., and Deese, B. (2002). *Delivering on Debt Relief: From IMF Gold to a New Aid Architecture*. Co-published by the Center for Global Development and the Institute for International Economics, Washington.

Boyd, J.H., Levine, R., and Smith, B.D., (2001).“The impact of inflation on financial sector performance”, *Journal of Monetary Economics*, 47(2), pp.221-248.

Bulow and Rogoff 1990 « Cleaning up Third-World Debt without Getting Taken to the Cleaners» *Journal of economic perspectives* 4(1):3-6

CARTON, B. (2013). Dette et croissance. *Editions La Découverte* .

Cecchetti Mohanty and Zampilli (2011) « External Debt And Economic Growth: Two-Step System Gmm Evidence For Sub-Saharan Africa Countries » *International Journal of Business, Economics and Management* 2019 Vol. 6, No. 1, pp. 39-48

Checherita-Westphal and Rother (2012) “Effect of external debt on economic growth of Nigeria”. *Journal of Economics and sustainable development*, 3(9): 70-80.

Claessens, S., Detragiache, E., Kanbur, R. and Wickham, P. (1989). “Analytical Aspects of the Debt Problems of Heavily Indebted Poor Countries”. Paper presented to IMF/World Bank seminar, Pp. 100-105.

Clemens et al. (2003), «External Debt, Public Investment and Growth in Low-income countries », IMF, Working Paper, WP/03/249.

Cohen Daniel (1993), «Low Investment and Large LDC Debt in the 1980's », *American Economic Review*, juin, pp. 436-449.

Cohen, D., (1993). Low investment and large LDC debt in the 1980's. *The American Economic Review*, 83(3): 437-449.

Corden (D) W. M., (1998) «Debt relief and Adjustment incentives», *IMF Staff Papers*, 35(4), pp 628-643. *Debt Sustainability and Resource Flow*. IMF Working paper 144. Washington.

David Ricardo (1817) « Des Principe de l’conomie politique et de l’impot, » *gf-flammation*,
Dickey, D.A. (1976), *Estimation and Hypothesis Testing for Non Stationary Time Series*, Ph.D. Thesis, Iowa State University

Dickey, D.A. et W.A Fuller (1981), “Likelihood Ratio Statistics for Autoregressive Time Series with a Unit Root”.

Dickey, D.A., and W.A Fuller, 1979. "Distribution of the Estimators for Time Series with a Unit Root", *Journal for the American Statistical Association*, Vol. 74, PP 427-431.

Dickey, D.A., W.R. Bell et R.B. Miller (1986), “Unit Roots in Time Series Models: Tests and Implications”.

Easterly William (2002), «Growth implosions, debt explosions and my Aunt Marilyn: Do growth slowdowns cause public debt crisis?» World Bank policy research Working Paper, n°2531.

Ferreira, C. (2009), « Public Debt and Economic Growth: A Granger Causality Panel Data Approach », School of Economics and Management, Technical University of Lisbon, working paper, no 24/2009/DE/UECE.

Fischer et al, (2002) “The mRNA export machinery requires the novel Sac3p-Thp1p complex to dock at the nucleoplasmic entrance of the nuclear pores. EMBO J 21(21):5843-52

Fisher, R.A. (1932), Statistical Methods for Research Workers, Oliver and Boyd, Edinburgh.

FMI, (1996) « Hauts et bas de l’inflation : Analyse du bilan de l’après-guerre », Perspectives de l’économie mondiale, chapitre VI.

FMI, (2009) Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne, avril.

Fosu, A.K., (1999). The external debt burden and economic growth in the 1980s: Evidence from sub-Saharan Africa. Canadian Journal of Development Studies, 20(2): 307-318. Available at: <https://doi.org/10.1080/02255189.1999.9669833>.

Granger, C.W.J., and P. Newbold (1974) "Spurious regressions in econometrics", journal of Econometrics, 2, 111-120

Halima Ibrahim (2015) “Effect of external public debt on economic growth”: empirical analysis of east African.

Hameed, A., Ashraf, H., and Chaudhary, M.A. (2008). “External Debt and Its Impact on Economic and Business Growth in Pakistan”, International Research Journal of Finance and Economics 20: 132-140.

Hansen B., (1999), « Threshold Effects in Non-Dynamic Panels : Estimation, Testing

Harrod (1939) “An essay in dynamic theory” The Economic Journal, Vol. 49, No. 193 (Mar., 1939), pp. 14-33

Herndon, T., M. Ash et R. Pollin (2013), « Does High Public Debt Consistently Stifle Economic Growth? A Critique of Reinhart and Rogoff », Université de Massachusetts Amherst, Political Economy Research Institute, Working Paper Series, no 322.

Hoffman, B. and H. Reisen (1991). "Some Evidence on Debt-Related Determinants on Investment and Consumption in Heavily Indebted Countries", *Weltwirtschaftliches Archive* 127(2): 280-297.

IMF (2014). International Monetary Fund, "Debt Relief under the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative", Factsheet, September 30, 2014, available at: <https://www.imf.org/external/np/exr/facts/hipc.htm>-accessed on 24 March, 2015.

Jayaraman, T.K. and E. Lau, (2009). Does external debt lead to economic growth in pacific island countries. *Journal of Policy Journal of Economics* Volume 2, Numero 106, May. PP 407-444.

Johansen, S., (1988), "Statistical analysis of cointegration vectors", *Journal of Economic Dynamics and Control*. 12, 231-254.

John Stuart Mill (1844) « Principe de l'économie politique » Kasidi, F., & Said, A. M. (2013). Impact of external debt on economic growth: A case study of Tanzania. *Advances in Management and Applied economics*, Vol.3, No.4, 59-82.

Keynes, J. (1936). *The General Theory of Employment Interest and Money*. London: Macmillan

Keynes, J.M. (1972), *Essais sur la monnaie et l'économie*. Paris, Petite bibliothèque Payot

Klein, T.M. (1994), «External debt Management», World Bank Technical paper N°245, Washington DC.

Krugman P. (1988a), « Financing vs. Forgiving a Debt Overhang», NBER Working Paper n° 2486, Janvier 1988.

Krugman, P. (1988). "Financing versus forgiving a debt overhang". NBER working paper 2486.

Kumar, M. and J. Woo (2010), «Public Debt and Growth», IMF Working Paper 10/174.

Maddala, G.S., and Wu, S. (1999). "A comparative study of unit root tests with panel data and New Simple Test", *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 61: 631-652

Maghyereh A. I, Omet G., Kalaji F. (2002), «External Debt and Economic Growth in Jordan: The Threshold Effect », The Hachemite University. Jordanie.

Mankiw N.G., Romer D. and Weil D.N. (1992), « A Contribution to the Empirics of

Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 107 (2), pp. 407-437.

Matuka, A. and S.S. Asafo, (2018). External debt and economic growth in Ghana: A co-integration and a vector error correction analysis. MPRA Paper No. 90463. Germany: University Library of Munich.

Matura and Asafo (2018) « External Debt And Economic Growth: Two-Step System

Gmm Evidence For Sub-Saharan Africa Countries » *International Journal of Business, Economics and Management* 2019 Vol. 6, No. 1, pp. 39-48

Muhammad and Fayyaz (2015) « External Debt and Exchange Rate of Oil-Producing and Non-Oil- Producing Nations: Evidence from Nigeria and Pakistan» *Journal of Advanced Management Science* Vol.3, No.1,pp. 8-12,2015

Mutasa C. (2003) *Regional Integration and Debt in Africa: A Comparative Report of Africa's Regional Groupings*. AFRODAD Research Series. March 2003.

Patillo, C., Poirson, H., et Ricci, L. (2002), « External debt and growth ». IMF Working Paper (WP/02/69). Perspectives, vol.3.

Perron, P. (1989). “The Great Crash, the Oil Price Shock, and the Unit RootHypothesis”.*Econometrica*, 57,, 1361-1401.

Pesaran, H. M., (1997). The Role of Economic Theory in Modeling the long-run. *Economic Journal*, 107, 178-191.

Pesaran, H. M., and Shin, Y.(1998) An Autoregressive Distributed Lag Modeling Approach to Cointegration Analysis. In: Storm, S. Editor, *Econometrics and Economic Theory in the 20th Century, Centennial*.Cambridge University Press, UK.

Pesaran, H. M. (1997). The Role of Economic Theory in Modeling the long-run. *Economic Journal*, 107, 178-191.

Pesaran, M. H. (1996),. Testing for the Existence of a long-run Relationship. Department of APPLIED Economics, University of Cambridge, UK, DAE Working Papers , No 9622

Pesaran, M. H. (2001) Bounds testing approaches to the analysis of level relationship. *Journal of Applied Econometrics* , 16, 289 – 326. rthur Silve en 2010 dans un rapport interne à l'AFD.

Phillips, P.C.B et P. Perron (1988), "Testing for a Unit Root in Time Series Regression"
Reinhart, C. M. et K. S. Rogoff (2013), « Errata: Growth in A Time of Debt », Harvard University.

Reinhart, C.M. and K.S. Rogoff, (2010). Growth in a time of debt. *American Economic Review*, 100(2): 573-578.

Romer, Paul M, (1986)"Increasing Returns and Long-Run Growth", *Journal of Political Economy*, vol. 94, n° 5, pp. 1002-1037.

Romer, Paul M, (1994) "The Origins of Endogenous Growth", *Journal of Economic Perspectives*, vol. 8, n° 1, pp. 3-22.

Sachs, J. (1989). The debt Overhang of developing countries. Calvo,Guillermo A. et al (Editors), *Debt, stabilization and development: Essays in memory of Carlos Diaz Alejandro*.Oxford:Basil Blackwell.

Sala-i-martin (1997) 'Effect of external debt on economic growth of Nigeria". *Journal of Economics and sustainable development*, vol. 94, n° 5, pp. 1002-1037.

Savvides A.(1992) Investment slowdown in developing countries during the 1980s: Debt overhang or foreign capital inflows. *Kyklos*, 45 (3): 363-378.

Senadza, B., A.K. Fiagbe and P. Quartey, (2017). The effect of external debt on economic growth in Sub-Saharan Africa. *International Journal of Business and Economic Sciences Applies Research*, 11(1): 61-69.

Siddique, A., E.A. Selvanathan and S. Saroja, (2015). The impact of external debt on economic growth: Empirical evidence from highly-indebted poor countries. *Discussion Paper No.15.10*.

Solow, R.M.(1956) "A "Contribution to the Theory of Economic Growth". *Quarterly Journal of Economics*", 70. Pp 65-94.

Soludo, C.C. (2003). "Debt Poverty and Inequality in Okonjo Iweala, Soludo, and Muntar (Eds), *The Debt Trap in Nigeria*", Africa World Press NJ, pp. 23-74.

TABLE DE MATIERES

DEDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES ABREVIATIONS	vi
RESUME	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION	1
PARTIE I : CADRE THEORIQUE, ETAT DES LIEUX DE LA DETTE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE	11
CHAPITRE I: CADRE THÉORIQUE DE LA DETTE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE	12
SECTION I : CLARIFICATION DES CONCEPTS DE LA DETTE ET LA CROISSANCE	12
I.1. CLARIFICATION DES CONCEPTS DE LA DETTE	12
I.1.1. Dette extérieure	12
I.1.2-Dette publique	12
I.1.3-Dette intérieure	13
I.1.4-Dette publique multilatérale	13
I.1.5-Dette publique bilatérale	13
I.1.6-Dette publique envers les banques commerciales privées	13
I.1.7- Solvabilité et soutenabilité	13
I.1.8- Mesure de la dette	14
I.1.9. Origine et dynamique du cycle de la dette	14
I.2-CLARIFICATION DES CONCEPTS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	18
I.2-1.La croissance économique	18
II.2.2. Mesures de la croissance économique	19
SECTION II : REVUE THEORIQUE ET EMPIRIQUE	21
II-1.REVUE THEORIQUE	21
II.1.1-La théorie du surendettement	21
Figure 1: lien dette et croissance	22
II.1.2 Le concept keynésien de la dette	23
II.1.3 Le concept classique de la dette	25

II.1.4 La conception de l'école des attentes rationnelles face à l'endettement	26
II.2 REVUE EMPIRIQUE	26
SECTION I : SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE	32
I.1 Evolution globale de la dette extérieure	32
I.1.1 Evolution de l'encours de la dette extérieure	32
Figure 2: évolution de la dette totale par habitant	35
Tableau 1 : Encours de la dette publique extérieure et structure par bailleur de fonds	35
I.1.2 Evolution du service de la dette extérieure	36
Figure 3: L'évolution du service de la dette:	37
I.2. Evolution des ratios d'endettement au Cameroun	37
Tableau 2 : Statistique récente des différents ratios.	38
I.3 Les origines de la crise d'endettement du Cameroun	39
I.4 Une dette publique contrôlée mais improductive	40
SECTION II : SITUATION ECONOMIQUE DU CAMEROUN	41
I-économie du Cameroun	41
Figure 4 : l'évolution du taux d'inflation	43
Figure 5 : Evolution du PIB	44
Figure 6 : PIB/tête	45
CONCLUSION DE LA PARTIE I	46
PARTIE II CADRE EMPIRIQUE DE L'ANALYSE DU LIEN ENTRE LA DETTE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE	47
III.1 Nature et sources des données	48
III.2. La méthode économétrique	48
III.3. Représentation du modèle et Spécification des variables	48
III.3.1 Représentation du modèle	48
III.3.2 Spécification des variables	49
Tableau 3: Tableau récapitulatif des variables et de leurs signes attendus	52
III.4. Les différents tests	53
III.4.1 Corrélation Auto Test de détection	53
: Tableau 4 : Règle de décision en fonction de la valeur de la statistique D W	54
III.4.2 Test de colinéarité :.....	56
III.4.3 Tests de signification des variables	56
III.4.3.1 Le test Fischer	56
III.5 Autres tests	57
III.5.1 Evaluation globale du modèle	57

III.5.2 Le test de spécification RESET (Regression Error Spécification Test)	57
CHAPITRE IV : PRESENTATION DES RESULTATS ET INTERPRETATION	58
IV.1 Résultats de la statistique descriptive et interprétation	58
Tableau 5: statistiques descriptives	58
IV.2 Essais stationnaires	59
Tableau 6: coefficients de stationnarité	59
Tableau7 : test de cointégration	60
IV.3 Analyse de stabilité	61
Tableau 8: test de Ramsey	61
IV.4. Test de détection d'autocorrélation	61
Tableau9 : test de Breusch Goldfrey	61
Tableau 10: test d'ARCH	62
IV.5 Résultats d'estimation ARDL	62
Tableau11 : résultats de l'estimation ARDL	62
IV.6 Interprétations des résultats de l'estimation ARDL	63
CONCLUSION DE LA PARTIE II	66
CONCLUSION GENERALE	67
ANNEXES	68
BIBLIOGRAPHIE	71
TABLE DE MATIERES	77